

Différences

PRESIDENTIELLES
Le vote des Beurs

ESPAGNOLES
Paroles
de femmes

Front national

**LES TETES,
LES RACINES,
LES RESEAUX**

LA GAMME MAJEURE



legal
Le Goût

EDITO

UN MARIAGE

Parcourez un quotidien ou un magazine, ouvrez la radio ou la télé : le racisme est à l'ordre du jour.

Une mode ? Non. Chacun sent bien que se jouent là le présent et l'avenir de notre société. Saura-t-elle s'assumer dans la plénitude de sa diversité ? Saura-t-elle trouver sa juste place dans la famille du vaste monde et entrer de plain-pied dans le millénaire nouveau ?

C'est au milieu de ces interrogations, de ces mutations, que *Différences* change. Pourquoi ? Pour vous fournir des données, des analyses, des ouvertures qui ne se trouvent pas ailleurs. Des clefs pour mieux comprendre et se comprendre. Et plus encore, peut-être : des pistes pour agir.

Le MRAP, qui a créé ce mensuel voici bientôt six ans, et qui éditait par ailleurs pour ses adhérents *Droit et Liberté*, a décidé de les réunir. En ces temps de difficultés pour la presse écrite, inutile d'insister sur les impératifs financiers. Mais une seule publication peut-elle en remplacer deux ? Dans ce cas précis, le poids dans l'actualité des événements dont nous traitons, l'intérêt que l'opinion y porte, nous conduisent à penser qu'un tel mariage est possible et qu'il peut être heureux.

C'est ainsi que, d'un coup, *Différences* double le nombre de ses lecteurs. Pour répondre aux besoins de tous, il faudra aux deux rédactions jointes des efforts, de l'invention et, sans doute, des tâtonnements. Mais il faudra également vos critiques, vos suggestions. Lecteurs, écrivez ! Aidez et défendez *Différences*. □

Différences

JANVIER

Différences

Magazine créé par le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), édité par la Société des éditions *Différences* 89, rue Oberkampf, 75011 Paris. Tél. : (1) 48.06.88.33.

SOMMAIRE

ACTUEL

8 Les beurs et les élections

Jusqu'ici indifférents aux processus électoraux, les beurs se découvrent une force. Qu'en faire ?

SOUAD BELHADDAD

10 Vice de forme

Il se sera trouvé un médecin pour montrer des malades du doigt. La profession n'a guère apprécié. Si-d'aventure est née.

CHERIFA BENABDESSADOK

12 Un coup pour rien ?

Le rapport de Michel Hammoun est sorti. Mais dans son propre parti, le RPR, les réactions sont négatives.

RABHA ATTAF

ABONNEMENTS

1 an : 200 F.
1 an à l'étranger : 220 F.
6 mois : 120 F.
Etudiants et chômeurs, 1 an : 150 F.
6 mois : 80 F.
(joindre une photocopie des cartes d'étudiant ou de pointage).
Soutien : 300 F.
Abonnement d'honneur : 1 000 F.
Algérie : 15 dinars. Belgique : 140 FB.
Canada : 3 dollars. Maroc : 10 dirhams.

Publicité au journal

Photocomposition
PCP, 17, place de Villiers,
93100 Montreuil. Tél. : 42.87.31.00

Impression Montligeon. Tél. : 33.83.80.22.
Commission paritaire n° 63634
ISSN 0247-9095.
Dépôt légal : 1987-12.

La rédaction ne peut être tenue pour responsable des photos, textes et documents confiés.

DOSSIER

16 La nébuleuse du Front national

On en parle et elle se montre. Mais d'où sort cette extrême droite, comment pense-t-elle, comment pénètre-t-elle la société française ?

GERMAINE DUPONT
ET MARCEL DURAND

DECOUVERTE

30 Les femmes espagnoles

Elles sont 150 000 en France, femmes, immigrées d'origine espagnole. Pas toujours facile.

FRANÇOISE DASQUES

MOUVEMENTS

32 La vie du MRAP

Des nouvelles des comités locaux, les enjeux de 1992...

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Albert Lévy

REDACTION

Rédacteur en chef
René François
Secrétaire de rédaction-
maquettes :
Véronique Moutaigne
Iconographie
Joss Dray

ADMINISTRATION/GESTION

Khaled Debbah

PHOTO COUVERTURE

Noël Monnier

ONT PARTICIPE A CE NUMERO :

Robert Pac, Rabha Attaf, Chérifa Benabdessadok, Yves Thoraval, Laure Lasfargues, Gérard Coulon, Germaine Dupont, Marcel Durand, Françoise Dasques, Souad Belhaddad, Louis Mouscron

UNE ET UNE

Deux manifestations antiracistes en une semaine, c'est sans doute trop. Et bon nombre des dizaines de milliers de participants n'ont pas compris en quoi les manifestations du 29 novembre et du 5 décembre pouvaient bien s'opposer. D'autant que de nombreuses organisations appelaient aux deux protestations.

De longues et difficiles négociations ont pourtant eu lieu, rien n'y a fait. Le pourquoi et le comment ont été largement tartinés dans la presse et chacun désormais sait que la proximité des élections et le poids électoral des jeunes issus de l'immigration ont suscité bien des appétits dans les partis politiques.

On ne refusera pas ici aux partis le droit de s'intéresser à l'antiracisme - voire à en faire un élément de leur activité. On regrettera simplement que cet intérêt conduise à diviser les forces. Dans un moment où des Français sont sensibles aux thèses xénophobes, il y a sans doute mieux à faire.



Le 29 novembre à Paris, la première des deux

L'appel lancé dans *Le Monde* pour la manifestation du 29 novembre ressemblait ainsi plus à un bottin de groupe à l'Assemblée nationale qu'à un large appel à la mobilisation. Au point que plusieurs associations et organisations ont préféré s'abstenir. En somme, le refus du fait accompli.

Au bilan, une manifestation fragmentée, pas aussi puissante qu'on pouvait l'espérer et certaines associations anti-

racistes qui apparaissent comme otages d'une bataille électorale encore à venir. Le 5 décembre, ceux du 29 manquaient à l'appel, comme si chacun avait choisi « sa » manifestation. Dommage. Nombreux ont été les mouvements qui, comme le MRAP, avaient tenu à être présents à chaque fois. Mais il ne faudrait pas que l'état d'esprit qui présidait à la préparation de ces actions perdure. Sous peine d'indifférence. □

ETRANGE DILEMME

Faut-il construire 30 logements sociaux et expulser 140 travailleurs immigrés, ou maintenir ces locataires et ne pas construire de logements ? Tel est l'étrange dilemme auquel mène l'affaire du foyer Bisson dans le 20^e arrondissement à Paris.

Mauritaniens, Sénégalais et Maliens habitent depuis plusieurs années ce foyer, d'ailleurs rénové en 1978 sur des fonds publics, et paient régulièrement leurs loyers : 1 616 F la chambre de 8 m² (un lit) et 3 450 F la chambre de 25 m² (trois lits). Le bâtiment se trouve à quelques mètres à l'extérieur de la zone en cours de rénovation confiée à la Régie immobilière de la Ville de Paris.

Mais, le Logement français, une société anonyme dépendant des HLM, actuel propriétaire des murs, décide de construire 30 logements so-

ciaux à la place du foyer. Le BAS (Bureau d'aide sociale -sic), gérant, décide la fermeture du foyer avec de vagues propositions de relogement. Des primes (autour de 1 000 F) sont proposées aux locataires durant l'été pour les inciter à partir.

« L'incitation » n'en reste pas là : les salles communes sont démunies de leur matériel puis fermées, une journée portes-ouvertes prévu mi-décembre est interdite, l'eau des fuites non réparées se répand, des sources de gaz sont coupées. Le 25 novembre, le tribunal administratif de Paris a tranché en faveur du BAS. Le Comité de défense des locataires et un très large collectif local, où agit le MRAP, ont une position et une seule : ils réclament la réhabilitation du foyer sans aucune expulsion. □

PEU DE FRANÇAIS AU CONGRES

La communauté juive de France a boudé les élections de ses représentants au 31^e Congrès sioniste qui a eu lieu en décembre à Jérusalem. Seuls 2 % des juifs français ont pris part au vote. Pourtant plusieurs ministres israéliens se sont relayés à Paris pour tenter de faire augmenter le nombre d'inscrits qui a plafonné à 35 000.

Il semblerait, d'après *Tribune juive*, que les jeunes « mettent (de plus en plus) leur idéalisme au service d'autres causes ». Ce journal note également les nombreuses anomalies qui ont marqué le scrutin : dans cinq bureaux, le nombre de votants était anormalement élevé et en Guadeloupe, sur 50 votants, 50 bulletins allèrent au parti Herouth (!). □

EPURATION

Jean-Marie Kohler est chercheur à l'ORSTOM (Institut français des recherches scientifiques pour le développement en coopération). Il vient d'être rappelé en France ces jours-ci, après dix ans de mission en Nouvelle-Calédonie.

Menacé de mort à plusieurs reprises, son bateau coulé à la bombe, le scientifique, dont les travaux font autorité, a eu le tort de ne pas être hostile aux Canaques et de ne pas trouver systématiquement niaises les thèses des indépendantistes.

Collaborateur de *Témoignage chrétien*, Jean-Marie Kohler avait sorti en mai dernier une étude montrant sans complaisance les inégalités coloniales à l'œuvre dans le Territoire. A ce chercheur politiquement non engagé, la direction de l'Orstom reproche de

s'opposer « à la politique française dans le Territoire [en mélangeant] l'engagement politique et sa qualité de chercheur ». C'est, crûment affirmée, une sanction politique.

Et qui applaudit cette décision de bannir un scientifique ? Toute « l'abominable mafia qui ruine l'avenir même des intérêts français dans l'île, ainsi que celui de quantité de petites gens qui s'y sont installés depuis plusieurs décennies », affirme Jean-Marie Kohler, en montrant du doigt la mouvance du RPCR et du Front calédonien.

Le récent procès de Nouméa où les meurtriers de dix militants canaques ont été acquittés avait consacré la légitime défense préméditée, l'Orstom vient de recréer une vérité scientifique coloniale. C'est grand, la civilisation ! □

DEMENCE VERBALE AU QUOTIDIEN

Le *Quotidien de Paris* oublie parfois l'art de la dentelle. Il rejoint les crocheteurs du mensonge grossier, du lourd à digérer, du pas très propre, des mémoires très très courtes. C'est le cas d'un billet paru dans l'édition du 5 novembre, intitulé *Mes cousins*.

L'auteur n'y va pas de main-morte. Les femmes étrangères y sont assimilées à des « femmes-matrices (entrées) chez nous comme des reines termites pour y pondre et pondre encore », tandis que « l'épicier du coin » a tant de frères « qu'ils patrouillent (sic) par groupes dans le voisinage ». Christian Charrière s'inquiète pour...son fils : « Le pauvre, s'exclame-t-il ! dans dix ans, il sera comme un immigré dans son propre pays. » Le propos explicite de ce père

de famille charitable concernait l'émission les *Dossiers de l'écran*, intitulée *Les beurs parlent aux Français*. Mais la psychose anti-immigrés nourrie de haine et de vagues vagues-à-l'âme, paraît bien être le vrai message. Une termitière ça s'écrase, n'est-ce pas ? Et à coups de bottes, c'est plus efficace. A bon entendeur salut !

Mais le représentant de la Ligue des Etats arabes à Paris, M. Essid, ne l'entend pas de cette oreille. Après avoir attiré « l'attention des responsables du *Quotidien* sur la démente verbale de leur collaborateur », sans succès (car C. Charrière n'en est pas à sa première récurrence), la Ligue entend prendre « toutes les dispositions pour que cette affaire ait les suites judiciaires qu'elle exige ». □



VOTE A AMIENS

Plus de 1 000 inscrits, 729 votants à Amiens ce dimanche 19 décembre. Pas pour une de ces « partielles » qui jalonnent l'année politique. Ce sont les immigrés qui élisent quatre représentants associés au conseil municipal. Seize candidats étaient en lice, Ahmed Nouri (Maroc), Ahmed Lamamra (Algérie), Sarleye Bathily (Sénégal) et Armando Lopes (Portugal) représentant donc les communautés étrangères.

Ce vote - une première en France dans une ville de cette importance - est de simple justice. Ce qui n'a pas empêché le Front national de manifester contre le maire communiste sur le thème « le parti de l'étranger est devenu le parti des étrangers ».

Au-delà de cette anecdote, l'important est qu'un pas consistant a été fait pour faire de ces communautés des citoyens responsables. La quatre-vingtième proposition du programme de 1987 (droit de vote local) ne fut jamais appliquée à Amiens, elle entre dans la vie.

DU COUPON A L'AVION

Harold est Namibien, réfugié qui a fuit l'apartheid. Il a failli être expulsé pour un ticket de bus à la veille d'une soutenance de thèse. Un enchaînement infernal aujourd'hui réglé.

Harold Ramsay Urub est étudiant, résidant en France, boursier du gouvernement français. Un jeudi du mois de novembre, il prend un bus pour se rendre à la fac. Le lendemain, il doit soutenir sa maîtrise. Contrôle des billets par un policier accompagné de deux agents de la RATP. Le coupon n'est pas tout à fait en règle. Un numéro a été barré, un autre, celui de la carte de Harold, inscrit. Litige, contrôle de police : le titre de séjour de Harold n'est pas tout à fait en règle.

Quelques heures plus tard, aux environs de 19 h dans les locaux d'un commissariat de la Seine-Saint-Denis, Harold se rend à l'évidence : il va être expulsé à Johannesburg, Militant de la SWAPO, le Mouvement de libération de la Namibie, il risque, au choix, la prison ou la potence. L'étudiant explique la gravité de la situation aux deux inspecteurs qui prennent en main son dossier. Ceux-ci sont catégoriques. La décision est sans appel. Mais que s'est-il donc passé ?

Un revolver pour un sandwich

1977 : la Namibie est, de fait, une colonie sud-africaine. Le souvenir de Soweto est là, frais dans les mémoires et dans la vie quotidienne des lycéens namubiens. En vertu de la politique de bantoustanisation, Harold, lycéen, 17 ans alors, n'a pas le droit de fréquenter le lycée de la ville où habite sa famille. Il est affecté dans la région dont il est originaire. C'est comme si, en France, on envoyait tous les Bretons en Bretagne et les Beaucerons à Chartres.

En vertu d'un autre mécanisme de l'apartheid, les enseignants civils ont été remplacés



Harold Ramsay Urub : Pour lui tout finira bien

par des militaires blancs sud-africains. Ainsi va la vie pour les 480 lycéens de Petrus Kaneb Secondary School à Uis. Un dimanche matin, un groupe d'élèves, dont Harold, reviennent d'une sortie sportive dûment accompagnés par leurs maître-militaires. Le car s'arrête... Les enfants descendent casser la croûte. La ration est d'un sandwich par personne, mais l'un d'entre eux en prend deux. Aussitôt, le maître brandit un revolver menaçant sur l'enfant trop gourmand. C'est le choc. Les élèves jettent dans un geste collectif spontané, leurs sandwiches sur le militaire. Le lendemain, c'est la grève générale au lycée.

Exclusion tout aussi générale des 480 fauteurs de troubles. Puis, l'administration du lycée décide la réintégration individuelle. Objectif : repérer les

meneurs. De jeunes enfants sont menacés, frappés. Dix garçons et deux jeunes filles sont effectivement exclus du lycée, mais aussi de tous les lycées et écoles du pays, interdits de travailler, interdits de circuler hors du lieu de résidence de leurs parents, durant cinq ans !

Harold refuse le bannissement. Il adhère à la Swapo et rejoint la capitale, Windhoek puis, clandestinement, le Botswana et la Zambie. Là, il passe un test d'admission à l'Institut des Nations-unies pour la Namibie où il reste deux ans. Muni d'un passeport de l'ONU assuré d'une bourse française, il débarque à Vichy en 1982.

1987. Paris, capitale des droits de l'homme. Dans les locaux de la police, Harold ne comprend plus rien. On l'expulse la veille de sa soutenance de

thèse : toutes ces années d'efforts pour rien ? Les inspecteurs, eux, comprennent, mais vous savez, lui disent-ils : « Il y a 7 millions d'étrangers en France, et on ne peut pas accueillir tous les malheureux du monde ! »

Harold Uri ne s'attendait pas à un tel retournement de situation. Les histoires de papiers, c'est le cauchemar depuis un bon moment. Depuis 1983, date à laquelle il est venu s'installer dans la région parisienne, on ne délivre à Harold que des récépissés de courte durée, à cause des délais de transfert de son dossier administratif et parce qu'il lui fallait attendre de passer sa maîtrise (prévue pour le lendemain de son arrestation) pour obtenir une inscription en DEA, condition indispensable au renouvellement de son permis de séjour. Le lundi, il se serait présenté à la préfecture, mais la loi Pasqua a frappé le jeudi.

Liberté... au nom de la solidarité

Aujourd'hui, Harold est heureux. Tout d'abord, il a passé sa maîtrise avec mention très bien (1), s'est inscrit en DEA. Il a ainsi pu obtenir une carte de séjour d'un an. Sa bourse a été renouvelée par le ministère des Affaires étrangères. Un retournement de situation dû aux efforts des militants du MRAP, et notamment à son avocat, M^e Didier Seban, aux amis, professeurs, fonctionnaires, étudiants et syndicats de l'université de Villetaneuse sans lesquels il n'aurait été qu'un expulsé de plus... Et un prisonnier de plus à Johannesburg. □

CHERIFA

(1) Dont le thème est : *La Namibie, colonie d'apartheid perspective d'indépendance. A tout éditeur bon entendeur, salut !*

TOUR D'IVOIRE

Etre étudiant étranger en France, c'est déjà faire partie du « bon lot », et pourtant...

La France est l'un des pays développés qui consacre le plus faible pourcentage de son PIB à l'enseignement supérieur. Dans la grande misère des facs françaises, les étudiants d'origine étrangère, et singulièrement les beurs, se sentent en déstabilisation chronique. Si le nombre d'étudiants d'origine ouvrière est évaluée à environ 6 p.100, celui des étudiants provenant des familles maghrébines immigrées ne dépasse pas le 1 p. 100.

Malik, étudiant à l'université d'Aix-en-Provence, prépare une thèse de doctorat sous la direction du Pr Bruno Etienne. Non-boursier, Malik travaille comme surveillant d'internat trois jours par semaine pour vivre et pouvoir étudier. « Pour nous, explique-t-il, les conditions d'études ont toujours été dégradées. Les filles font des ménages, l'un vend des bonbons l'autre des primeurs. Nos parents n'ont aucun moyen de nous aider. » Ses amis et lui animent une association d'étudiants algériens sur Aix-Marseille (1). « La dénomination " algérien " n'évoque pas pour nous une nationalité juridique, la plupart d'entre nous sont français, mais un lien sentimental-culturel avec le pays d'origine de nos parents. Cet attachement est renforcé par un racisme ordinaire, un rejet quotidien. »

A l'instar de ses amis parisiens qui viennent de créer à leur tour une Association des étudiants algériens issus de l'immigration (2), Malik entend rester lié à la communauté algérienne vivant en France. « Notre communauté est menacée et quand cela

devient une question de vie ou de mort, nous ne pouvons considérer l'université comme une tour d'ivoire qui nous protégerait de la violence. » Aziz, étudiant parisien est tout aussi catégorique. « L'immigration, affirme-t-il, n'est pas saucissonnable. Nous ne pouvons être le wagon présentable que quelques bons contrôleurs de cette société auront sélectionné. Nous sommes la continuité naturelle de nos parents. »

des agents de service au sein du mouvement. Les étudiants issus de l'immigration ne sont pas représentés dans les structures supérieures. »

L'Association, à vocation culturelle, aura pour but l'entraide, la solidarité, mais aussi la recherche, la publication d'articles et d'études. « Nous désirons témoigner, précise Aziz, sur notre vécu et notre devenir. »

Hakima et Malika poursuivent

« L'immigration n'est pas saucissonnable. Nous ne pouvons être le wagon présentable que quelques bons contrôleurs de cette société auront sélectionné »

Par rapport à la création d'une association d'étudiants beurs, Aziz s'explique : « Nous appartenons à des milieux populaires, et la sélection par l'argent, on la traîne à nos pieds comme un boulet même lorsque l'enceinte de l'université nous est ouverte. Nous rencontrons, en plus d'autres difficultés liées à la situation culturelle et intellectuelle de nos parents. Chez nous, on ne discute pas des résultats des contrôles, de l'orientation scolaire, il n'y a pas de livres, de disques, il n'y a pas d'habitude du débat. »

Le mouvement étudiant de décembre 1986 a été déterminant pour les étudiants étrangers. « Nous nous sommes rendu compte après coup que nous étions un peu

vent toutes les deux des études de langues étrangères appliquées. L'une fait du baby-sitting, l'autre assure une animation une fois par semaine et donne des cours particuliers. Elles se sentent bien dans l'association. « On est passé par les mêmes expériences et les mêmes galères. »

On comprend mieux, semble-t-il, dans un cadre de ce type, les problèmes des filles. Celles, nombreuses, dont les parents n'acceptent pas qu'elles soient sorties après 20 h.

Ailleurs, il est sûrement plus humiliant d'avouer cette réalité difficile, souvent douloureuse que vivent les jeunes filles d'origine algérienne. Dans l'Association, la mixité

est gérée d'une autre manière, dans une complicité liée à la connaissance commune et directe des traditions. « Même si, affirment Malika et Hakima, nous voulons éviter le repli sur soi tout en ne nous coupant pas de nos origines. »

« Et puis, ajoute Hakima, on se file des tuyaux pour les petits boulots. »

Par le caractère complètement minoritaire de leur réussite scolaire, les étudiants d'origine algérienne vivent paradoxalement une sorte de complexe par rapport à leur communauté. Comme si cette réussite trahissait une rupture avec celle-ci. Aussi l'Association tient à combattre ce complexe et à inciter les jeunes à s'accrocher à leurs études, notamment par des cours de soutien scolaire.

Pour Aziz, s'intégrer signifie aussi ne pas avoir honte de prendre la nationalité française, reconnaître la réalité de la délinquance sans se sentir tout d'un coup anti-arabe. « Nous n'avons pas à tomber dans le racisme inversé en nous taisant sur toutes ces questions. »

Particulièrement démunis sur le plan matériel, ces jeunes désirent faire de leur différence une donnée positive. A l'Association, on se prête des livres, des journaux parce que les cinq francs du quotidien font souvent défaut à l'un ou à l'autre. On démarque ensemble pour le logement ou pour un petit job. On se serre les coudes avant le versement du premier terme de la bourse qui n'est versé qu'en janvier. On se retrouve très souvent au restaurant universitaire, économes obligent. Dans ce contexte, la dispense de paiement de frais d'inscription pour les enfants d'ouvriers proposé récemment par l'UNEF paraît tout à fait légitime à ces étudiants décidés. □

CHERIFA BENADBESSADOK

(1) AGEAAM, cité universitaire, Les Gazelles, 13100 Aix-en-Provence.
(2) AEAIH, 115, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.

LE VOTE NE COMPTE

Le vote des Beurs, on en cause partout. Et d'abord pour qu'il existe, car beaucoup de Français d'origine maghrébine n'utilisent pas ce droit.

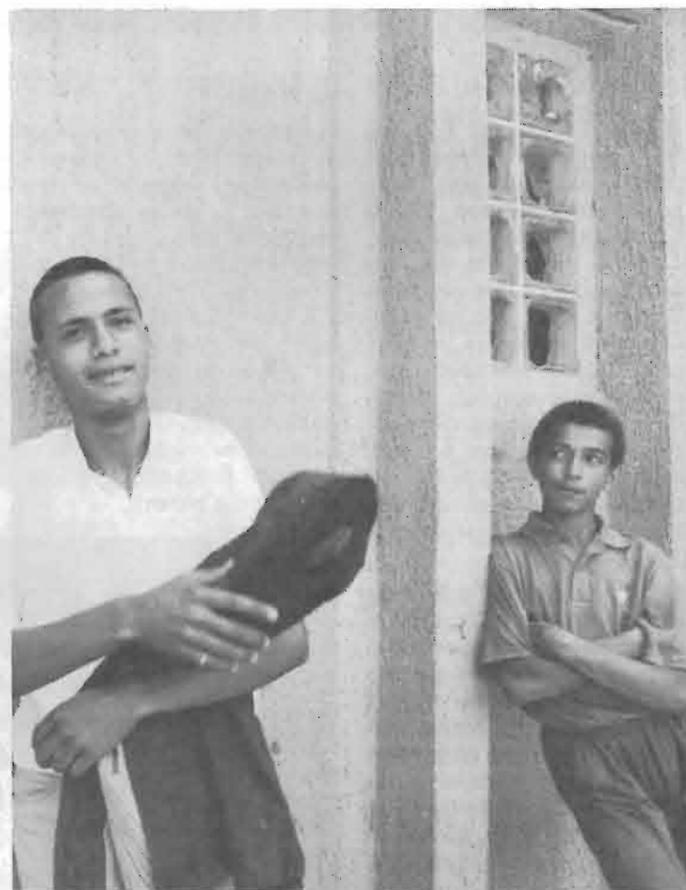
Cela va draguer sec, ce printemps, côté politicien qui louche à gogo sur la communauté d'origine maghrébine. C'est qu'elle représente quand même 2,5 % du corps électoral... C'est loin d'être une bagatelle à l'heure où, on le sait, la présidentielle se jouera dans un mouchoir. D'une part, lesdits porte-parole, organisations multiples et diverses. D'autre part, la parole elle-même, celle des cités, plus complexe, plus dénudée et souvent plus authentique. Tous, tous, tous, vous sautez tous sur les Rebeus. Les vrais, les faux, les banlieusards ou les branchés... A quelques mois des élections, pas question pour les partis politiques de perdre du temps... et surtout des voix.

Selon France plus, entre Beurs, Harkis et Maghrébins naturalisés français, son effectif s'élèverait à un million et demi. Parmi eux, neuf cent mille seraient inscrits sur les listes électorales, mais, attention, ils ne

ont pas votés dans notre sensibilité raciale et sociale. Mais par arithmétique, on est pour, parce que c'est un moyen de contrer l'extrême droite et d'interpeller la classe politique. C'est un appel au vote corporatiste dont on sait les limites. »

Cependant, la mobilisation est difficile à opérer. Méfiants quant à être utilisés plus que servis, ceux de la communauté d'origine maghrébine ne se reconnaissent majoritairement dans aucun parti ni organisation. En banlieue parisienne, SOS-Racisme ne suscite pas tout le désir qu'Harlem souhaiterait. Trop branché, trop « zarbi » politiquement et « trop rattaché à Israël, dit Karim, et tout rebeu se sent proche des Palestiniens. J'sais pas pourquoi, mais c'est comme ça. »

France Plus interpelle davantage. Mais l'information circule mal entre Beurs de différentes banlieues. Beaucoup ignorent les démarches qu'organise l'association. Et les partis ? Tous ont com-



Pourquoi voter ? La méfiance est à l'ordre du jour devant une classe politique jusqu'à lors peu soucieuse des différences

sont pas votants pour autant. C'est la raison pour laquelle diverses organisations (France plus, SOS-Racisme, Rebeus Civiques...) s'évertuent à sensibiliser ce potentiel à la question du vote. Rien de moins évident que cette démarche. « Les jeunes s'inscrivent difficilement, dit un responsable de France Plus, longtemps, leur réaction a été pourquoi voter puis pour qui voter ? » Cet argument n'est pas sans poids. Malik Chiban, animateur de Rebeus Civiques qui s'est créé en réaction au 17 % du Front national dans la banlieue nord, abonde aussi en ce sens mais mesure désormais l'enjeu : « On est contre le vote par principe parce que nous, les rebeus, on se sent pas représen-

pris l'enjeu : le PC, lourd de son passé de « videur d'immigrés » à Vitry, multiplie désormais les interventions en aéroport pour empêcher les expulsions – non plus en bulldozer (sic) – mais en Boeing. Le RPR joue la carte Hannon, même si les propositions antiracistes de ce médecin lui semblent trop novatrices. Le PS joue à cache-cache avec SOS, mais chut ! il paraît qu'il ne faut pas le dire, que ce sont des ragots de journalistes... Bref, tous tentent de tirer un bout de la couverture de leur côté. Plus la drague entre partis et associations (un RPR qui zieute vers France plus après avoir laissé tomber SOS, dont il n'apprécie pas les liens avec le PS...).

PLUS POUR DU BEUR...

L'échéance électorale de 88, son contexte, ont précipité le mouvement : les beurs s'intéressent aux élections et les candidats s'arrachent les beurs... Où en est la communauté ?

Côté public, la méfiance est la même pour la droite comme pour la gauche. Parfois, très explicitement : « C'est souvent une classe de Beurs intellos qui se servent de la cause pour se mettre en avant, décreta Farid en haussant les épaules. La politique, on sait comment ça fonctionne... Alors, si on veut en faire, faut pas en avoir honte. Pas besoin de cinoche pour ça ! »

Indéniable défiance donc face à l'établissement politique ! Elections correspond encore souvent à piège à c...

Les raisons de cette réticence plus que marquée s'expliquent bien selon Benjamin Stora, maître de conférences à Paris VIII et spécialiste de l'immigration. C'est en premier lieu l'héritage de la tendance lourde de l'histoire. La mémoire de la communauté maghrébine est d'ordre colonial et s'est transmise aux générations suivantes. C'est depuis peu que le vote pour les Beurs tente de se débarrasser d'un tabou encombrant : celui du « Je vote, je trahis ». Briser ce concept tabou, implicitement associé à l'image du Harki, n'a pas été une démarche facile.

D'autre part, la classe politique n'a jamais été sensibilisée à cette génération née sur le sol français, mais en rapport avec une histoire différente. Le fameux « nos ancêtres, les Gaulois » se double, chez les Beurs, des échos passés du FLN ou/et d'une Kabylie encore tourmentée. Et lorsque la classe politique s'est un peu réveillée sur le sujet, cela n'a jamais été pour le prendre à bras le corps mais plutôt pour jouer sur des tactiques électorales.

Face à leur passé et à ce retard politique, les Beurs ont cultivé leur différence. La question de l'intégration n'avait pas encore priorité tant la revendication première et plus que légitime

était, avant tout, d'exister. « Et, conclut Benjamin Stora, lorsque les Beurs ont été conscients que cette différence les poussait dans le ghetto dont ils tentaient de se libérer, il y a eu processus vers l'intégration. » Un élément essentiel tient lieu de maillon à ce raisonnement. C'est celui, révélé en 83, de l'effondrement du mythe du retour. Les générations passées ont vécu en France constamment fixées sur l'idée du retour au pays. Les enfants, malgré beaucoup de volontarisme souvent, n'ont pas structuré leur vie française sur ce projet. Certains ont essayé, peu y sont parvenus. Nés ici, bercés d'ailleurs, ils sont définitivement de double culture et pas question d'en vivre une au détriment de l'autre.

Pour qui voter ?...

La question du vote, en vue des prochaines élections, accélère sans doute celle de l'intégration. Mais, si l'intégration signifie entrer avec ses particularités dans le jeu de la société française, un constat douloureux a été fait pour les Beurs de la vivre comme un réel combat : pas de place dans cette société pour des Français différents.

Et de découvrir que, somme toute, ce ne sont pas tant les beurs qui ne s'intègrent pas que la France qui ne sait, ne veut leur admettre la place que, de toute façon, ils occupent. Intégration, problème français... « Je ne me pense pas beur à longueur de journée, dit Karim. Mais il y a toujours quelqu'un pour me le rappeler. » Revendiquer paradoxalement un droit considéré comme acquis : « Je ne voterai pas, explique Akim avec un détachement feint, je ne ferai pas ce plaisir aux Français qui s'imaginent me faire une faveur. De toute façon, j'ai une carte d'identité française. Ils peuvent pas me mettre dehors.

Il faudra bien qu'ils fassent avec. »

Si l'appel au vote est actuellement la fixation de beaucoup de porte-parole, c'est sans doute que cela apparaît comme le moyen de prendre place dans le champ de la politique française et d'y avoir poids. Vu la structure de l'appareil politique français, il est difficile d'y envisager une interpellation importante hors des partis. « L'idéal serait de rentrer massivement dans un parti pour éviter la manipulation », dit Kaïssa Titous qui se défend d'être elle-même inscrite dans un parti.

L'idéal... Mais « rentrer massivement » signifierait une union unanime des Beurs. Or, qui a dit que tous les Beurs se ressemblent et s'assemblent ? Il n'y a pas d'union, parce qu'il n'y a pas d'idéologie commune. Il y a une condition, une oppression communes, mais mobiliser autour d'une question ethnique ne s'avère pas petite affaire. C'est implicitement la tentative de Rebeus Civiques dont le slogan choc est « Si tu ne votes pas, tu vote Le... ».

S'unir contre

Il semble que ce soit, pour l'instant, la mobilisation la plus aisée : s'unir contre le FN. L'argument, qui se tient, est cependant plus vécu comme élément affectif que politique. Sans nul doute, les responsables des diverses organisations invitent au vote sont plus que conscients de cet élément puisque le mot d'ordre est « votez pour vous ». La porte est donc grande ouverte... Les Beurs cassent ainsi le mythe, déjà fragile de l'union de la gauche. Non, il n'est pas donné qu'ils voteront forcément à gauche, qu'ils soutiendront le gouvernement qui les a, comme tant d'autres jeunes, insatisfaits. Et il n'est pas dit davantage que la droite, si libérale qu'elle

tente de se faire, les récupéreront. Les résultats seront sans doute aussi complexes à analyser que la situation elle-même. Et c'est sans doute par là que commencera la réelle intégration, « des Beurs dans tous les partis, de droite comme de gauche, dit Karim, ça prouvera qu'on est vraiment intégrés.

L'Islam new-wave

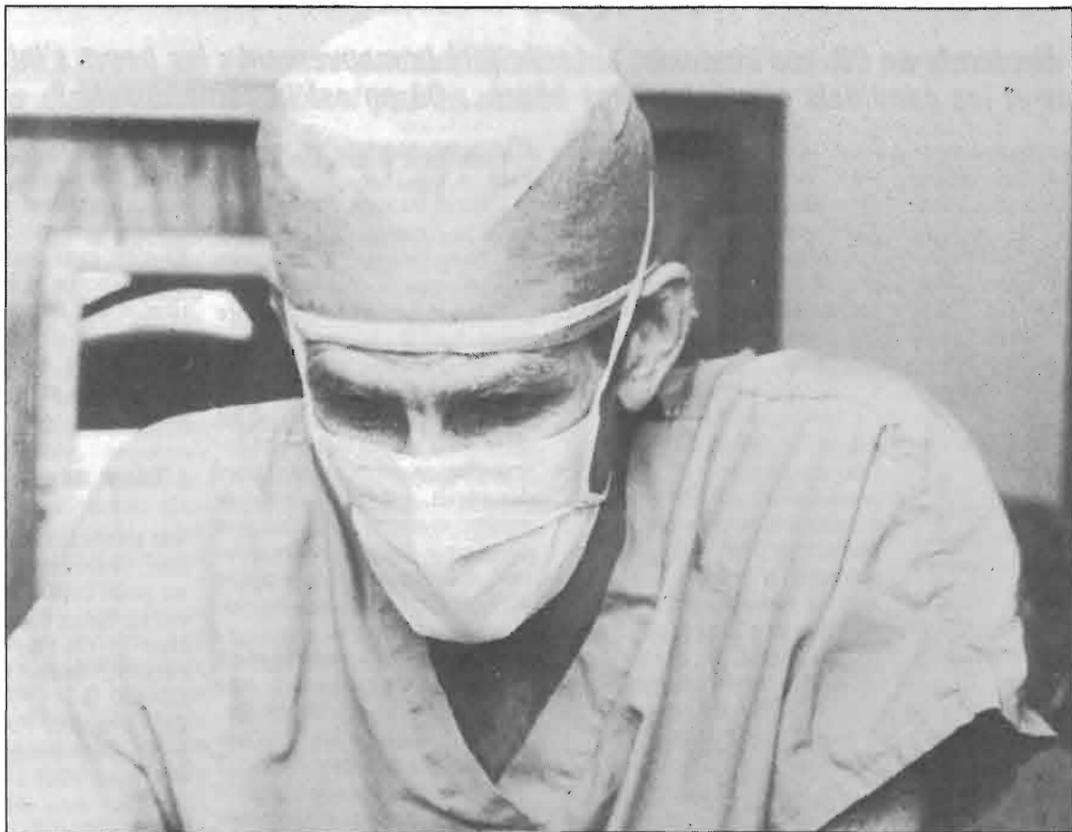
Sur cette question de l'intégration, beaucoup de débats, mais un point commun à une majorité de Beurs et on ne peut plus clair : « On est français à part entière, mais on est musulman. »

Le journaliste Farid Aïchoune pousse davantage l'analyse : « Il nous faut vivre un islam français new-wave, qui soit l'expression de notre vie en France et qui se plie aux lois de la République. En contrepartie, la France doit assurer le maintien de cette pratique. C'est l'Etat laïque. »

Dans les banlieues, l'écho est identique : « Ma réalité civique, c'est ici, sans ambiguïté. Ma réalité affective est multipliée. Je suis d'une culture musulmane, mais l'Islam, pour moi, doit s'adapter à la République. Et on n'a pas à me demander de choisir entre une mère et une épouse ! », déclare Malik avec clarté.

Le temps ne doit plus être à la revendication des différences, mais à leur statut quotidien, indéniable. Et Farid Aïchoune de dire avec une évidence à laquelle nulle riposte n'est possible : « Je dis bien joyeux Noël à ma concierge. J'vois pas pourquoi je pourrais pas fêter l'Aïd à mes propres parents. Et si j'ai envie de manger avec mes doigts, ça regarde ma vie privée ». La démocratie, c'est ça aussi. ■

TENSION



CHEZ LES MEDECINS

Quand un médecin — député du Front National — montre les malades du doigt, la profession se révolte.

Tout d'un coup, on en a eu ras-le-bol de Bachelot et de Le Pen aussi. La tension a beaucoup monté au sein du corps médical, alors on s'est exprimé publiquement », explique le Dr Silberstein, président de SIDA'venture, association dont l'objectif est de défendre une optique humanitaire et anti-ségrégationniste de la médecine.

Tout a pris réellement forme avec la publication, mi-octobre, dans *Le Monde*, d'une pétition signée par cinquante médecins, parmi lesquels les professeurs Minkowski et Escande. Cet appel aux médecins s'intitulait « SIDA'venture, le Dr Bachelot n'était pas notre confrère ! ». Ils y dé-

nonçaient les discours, les actes et les propositions du toubib du Front national à propos du SIDA, et affirmaient : « Les propos du Dr Bachelot ne sont que contre-vérités sciemment édictées et démagogie fascisante. » S'interrogeant sur le concept de *sidaïque*, créé par le député-médecin, ils écrivaient : « Le but de cet néologisme n'est-il pas de réveiller des démons de sinistre mémoire ? ». Ils opposaient enfin un refus catégorique à la thérapeutique bachelotienne qui consiste à ouvrir des *sidatoriums*, soulignant la gravité morale d'une logique d'exclusion, dont la conclusion logique débouche sous une forme ou sous une autre, sur « l'éli-

mination de la société ».

Le propos est clair et Bachelot, qui semble l'avoir reçu cinq sur cinq, porte plainte en diffamation. Sept des médecins signataires sont inculpés. On retrouve dans le ciblage de la plainte la même logique qui consiste à isoler une minorité pour mieux la combattre.

Vice de forme

Certes, les sept médecins parisiens ont organisé une conférence de presse destinée à rendre public le refus d'une partie du corps médical de laisser manipuler le discours scientifique par des mains peu expertes en déontologie. Mais 230

médecins avaient signé l'appel. Alors, vice de forme ? La justice tranchera dans le courant du mois de janvier ou de février. Le procès de ces médecins est un enjeu de taille pour tous ceux qui restent attachés à la défense des droits de l'homme. D'éminents spécialistes du SIDA, tels le professeur Rosenbaum, iront au procès témoigner de la bêtise et du danger des thèses de Bachelot et montrer la nature des contre-vérités assénées à une opinion inquiète. Cinq cent nouvelles signatures ont d'ailleurs été enregistrées dans le courant du mois de novembre.

Au-delà de cet événement lui-même et de la question du SIDA, SIDA'venture « entend

construire un réseau de vigilance et agir pour que le discours médical ne soit plus utilisé à des fins racistes ou ségrégationnistes.

« Le SIDA fait peur, mais certaines idées sont encore plus terrifiantes », cette formule du ministre de la Santé, Michèle Barzach, arrivait fort à propos. En plus de statistiques imaginaires, de thèses complètement fantaisistes comme la transmission du SIDA par les moustiques, l'idée de *barrière sanitaire*, Bachelot propose de « trouver une astuce pour surveiller les gens sans qu'ils le sachent ». Si Bachelot se vante d'avoir été reçu en Israël et d'avoir soutenu cet Etat dans « l'affaire de Sabra et Chatila », il conseille néanmoins à « ceux qui sont israéliens » comme aux tatoués, par exemple, de se méfier...

Des mots, toujours beaucoup de mots qui disent en clair-obscur bien plus que leur acception première. Pourtant, certains vont plus loin dans le repérage des cibles. Un trac parvenu au siège de SIDA'venture assimilait les signataires de l'appel à la marche du 29 novembre à des collaborateurs de l'occupation étrangère. Un autre défendait, ces dernières semaines, l'idée de la transmission du SIDA par les petites juives qui passent leurs vacances en Israël... □

Chérifa B

(1) SIDA'venture, cabinet médical de la Grange-aux-Belles, 39, rue de la Grange-aux-Belles, 75010 Paris.
(2) *Libération*, 13 février 1987.

ENSEMBLE

Les animateurs de SIDA'venture ont pris contact avec divers organismes et associations susceptibles de soutenir leur cause, au-delà de toute étiquette politique et idéologique. « Le MRAP, nous a dit le Dr Silberstein, nous a apporté une aide concrète, les médecins adhérents du mouvement ont été nombreux à répondre à notre appel. » Cette jeune association de médecins a besoin d'une solidarité financières et morale digne de la justesse de ses idéaux. Ses membres sont disposés à participer à toute initiative proche de leur activité.

LA HONTE

Après les Basques — forcément etarras, les Italiens — obligatoirement brigadistes, voici venu le tour des Iraniens — évidemment terroristes. Dix-sept d'entre eux, opposants au régime de Khomeiny se sont vu offrir un charter pour nulle part. En urgence absolue.

C'est la Loi de 86 qui se révèle ainsi pour ce qu'elle est : une loi discrétionnaire qui permet à peu près n'importe quoi, n'importe quand. Avec l'urgence absolue, les Moudjahiddines iraniens n'avaient aucune chance. Invoquer « des actions militantes qui portent atteinte à l'ordre public » suffit, même si douze au moins des expulsés étaient couverts par le statut de réfugié, beaucoup n'étant même pas des militants.

« Nous estimons que la France n'est plus un pays d'accueil où nous pouvons vivre en sécurité. » Cent trente-deux réfugiés iraniens en ont appelé en ces termes à l'ONU et au Haut commissaire



Iraniens : expulsés au Gabon

riat aux réfugiés. Ils se déclarent prêts à quitter le territoire français pour ne pas devenir « des otages qu'on pourrait utiliser en monnaie d'échange ». En pourboire ou en acompte titrait Le

CANDIDE SUBVERSIF

Le délire des autorités turques sur le problème arménien a-t-il des limites ? A voir. Michel Caraminot, jeune guide français coupable d'avoir dit d'une Eglise arménienne qu'elle relevait de la culture arménienne, a pris

Monde. Le HCR a d'ailleurs rappelé à l'ordre le gouvernement français, le renvoyant aux conventions internationales signées par la France.

Devant la Commission des Droits de l'homme (1), Claude Malhuret a dû faire face à de nombreuses protestations. Sa réponse tint en quelques phrases où il se déclarait inquiet, mais se contentait de pointer le doigt en direction du ministère de l'intérieur.

Un « j'y peux rien » que *Libération* résumait d'un titre : « Le hussard et la mijaurée » : l'image nette de la pénible impression laissée par ces protestations toutes formelles devant les débordements de Charles Pasqua.

Les réfugiés politiques persécutés dans leur pays doivent le savoir : la France n'est plus la terre d'asile, le pays des libertés qui fit rêver aux quatre coins du monde. Les Français ne peuvent plus l'ignorer, eux non plus. « Nous sommes des otages, quoi qu'il arrive, ou que l'on soit, la

France reste moralement responsable de notre vie. » L'amertume de ce réfugié iranien est la nôtre. □

(1) Réunie à l'occasion du 39^e Anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme !

DEVANT-DERRIERE

Il n'est pas un numéro de ce journal qui sorte sans rappeler bavures et crimes racistes. Ce premier *Différences* de 1988 ne fera pas exception.

C'est, à Castres, le meurtre d'un père de famille algérien par deux jeunes militaires, le 17 novembre. Les deux assassins étaient ivres et couturiers d'agressions racistes. L'un d'entre eux avait tiré sur des Maghrébins en juin dernier et devait être jugé quelques jours plus tard. Il était en liberté provisoire...

C'est le meurtre, à Montreuil, d'un jeune prévenu qui venait de sauter du car pour s'enfuir. Mohammed Khier n'a pas eu une chance : une balle dans le dos. C'est plus efficace que le rattraper et plus sûr que tirer dans les jambes.

C'est une bombe à Rouen, où seule la chance a permis qu'un colis piégé déposé dans un café d'immigrés ne fasse pas plus de victimes. En juin, non loin de là, un flingage raciste avait fait un blessé et trois mois plus tard un commerçant algérien avait été tué froidement dans son épicerie. Attentats anti-arabes revendiqués comme tels.

C'est enfin un non-lieu dans l'affaire Bartoli. Un policier qui avait grièvement blessé Nourredine Babas d'une balle « accidentelle ». Le policier affirmait que la balle était partie de face dans la bagarre. Nourredine Babas niait la bagarre et les experts concluaient que la balle était entrée dans le dos. Non-lieu ont tranché les juges. On attend un dessin pour comprendre. □

cées turcs. Ils sont coupables « d'hostilité aux turcs et à l'Islam, de séparatisme, d'offense aux sentiments religieux et de propagande arménienne ».

On attend, pourquoi pas, la prochaine inculpation d'« Arménie Grégoire ».

UN COUP POUR RIEN ?

« La France n'est pas raciste, mais il y a des racistes en France. » Telle est la conclusion de Michel Hannoun, député RPR de l'Isère, chargé d'un rapport sur la question par le Premier ministre. Critiqué à gauche comme à droite, le rapport Hannoun a pourtant le mérite d'exister. Et de souligner que certains politiciens font parfois du racisme « leur fond de commerce ».



Michel Hannoun, député RPR de l'Isère

La tolérance est une valeur en hausse. Tel est le constant de M. Michel Hannoun, député RPR de l'Isère, dans le Rapport sur le racisme et les discriminations en France qu'il a remis en décembre au Premier ministre.

Ce rapport cependant montre bien le paradoxe de la situation actuelle. « *Prise dans son ensemble, la société française est sans doute plus ouverte et tolérante qu'elle n'a jamais été, explique-t-il. Mais on assiste partout, depuis une dizaine d'années, à une montée des sentiments de rejet, cristallisés autour de la question de l'immigration, particulièrement maghrébine* » ; un racisme qui progresse en creux et qui n'en est pas pour autant anodin.

Passage au discours

« *La France n'est pas raciste, mais il y a des racistes en France* » poursuit le rapporteur. Pour ce dernier le véritable danger réside moins dans le passage à l'acte que dans le « *passage au discours* ».

« *Les racistes ne sont pas tellement plus nombreux qu'hier, mais ils sont sans nul doute plus racistes* ». D'où le risque le plus grave, selon M. Hannoun, non pas de racistes déclarés mais la « *la possibilité de contagion vers des gens réceptifs* ». Autrement dit des racistes potentiels, définis dans le rapport comme des racistes

mous. C'est justement sur ces derniers que l'effort doit se porter.

Les mesures, au nombre de cinquante-trois, proposées par le rapporteur relèvent de trois grands thèmes : agir sur les mentalités, mieux lutter contre la discrimination dont sont victimes les immigrés ou les étrangers et « *relever le défi de l'intégration* ».

Faisant sienne l'analyse d'Albert Memmi (cf. *Le racisme*, ed. Gallimard), Michel Hannoun constate qu'effectivement « *l'antiracisme n'est pas naturel* ». C'est une attitude qui s'apprend. « *La lutte contre le racisme, précisait Albert Memmi, exige une pédagogie continue de l'enfance à la mort* ». D'où un premier volet de propositions concernant le développement de l'enseignement des droits de l'homme à l'école et à l'université. Par ailleurs, un effort particulier de formation doit viser les fonctionnaires.

Publicité accrue

Le deuxième volet de propositions concerne la loi de 1972, réprimant les provocations, diffamations et comportement racistes. Pour le rapporteur, il faudrait donner une publicité accrue aux décisions de justice et mieux faire connaître les principales dispositions de cette loi. Et ce, par le biais d'affichage et de diffusion très large d'une plaquette, comprenant aussi un résumé de l'ac-

tion menée par la France pour lutter, à l'intérieur comme à l'extérieur, contre les comportements racistes. Le gouvernement aurait pour sa part l'obligation législative de présenter devant le parlement un rapport annuel sur l'application de la loi de 1972.

Un délit

Par ailleurs, M. Hannoun propose un renforcement de la législation actuelle. « *Une des manifestations les plus fréquentes du racisme quotidien, constate-t-il, est aujourd'hui, l'injure qui, lorsqu'elle n'est pas publique, constitue une simple contravention de première classe. Afin d'empêcher la banalisation de cette pratique, il conviendrait de renforcer le caractère dissuasif de la sanction en alourdissant la répression de l'injure non publique à caractère raciste* ». Ce qui revient en fait à en faire un délit. Viendrait s'ajouter à cette mesure : l'aggravation de la peine encourue pour certaines infractions commises en groupe ; la possibilité pour les juges de prononcer des incapacités civi-

les et politiques en cas de délit raciste, ainsi que l'autorisation pour les associations de se constituer partie civile avec l'accord de la victime.

En ce qui concerne la lutte contre l'antisémitisme, et notamment contre ses formes sournoises, dont le révisionnisme, M. Hannoun propose d'aider à la diffusion de travaux historiques incontestables, ce qui serait « *la meilleure réponse à ceux qui prétendent nier le génocide juif* », et de réprimer l'apologie de crime contre l'humanité, ainsi que le port public des insignes nazis.

Mais on n'aboutira pas à grand-chose, souligne-t-il, sans intégrer les immigrés. Le député de l'Isère avance pour cela une série de mesures concernant l'école, « *moyen privilégié d'intégration* », et le logement.

Il propose aussi, dans le cadre d'une « *politique ambitieuse de l'immigration* », la création d'une instance représentative qui aurait tout à la fois pour mission de représenter la communauté immigrée, d'être une force de proposition

et de jouer, par l'intermédiaire d'échelons locaux, un rôle de médiation.

Dans ce même cadre, les préfectures ne sont pas épargnées. Une série de suggestions sont en effet consacrées à l'accueil des étrangers dans les administrations, quitte à rebaptiser symboliquement les services des étrangers en « *services des relations intercommunautaires* »...

Les sépultures

Autre mesure novatrice, et reprenant sur ce point la proposition de Bruno Etienne, spécialiste de l'Islam, lors de son audition devant la commission de la nationalité : la création d'un conseil représentatif des institutions musulmanes de France. « *Ce conseil permettra de montrer ce qu'est l'Islam*, expliquait M. Hannoun dans une interview (*Libération* du 23/11/87), *et que dans ce pays, il ne soit pas exclusivement assimilé à l'intégrisme*. Rien d'étonnant donc que la cinquante-troisième proposition s'applique aux cimetières où il faudrait « *prendre en compte les contraintes*

propres aux sépultures musulmanes (orientation vers la Mecque notamment) ».

Malgré ses limites et ses imperfections, le rapport Hannoun a au moins le mérite d'exister et de faire avancer la réflexion sur une question délicate, pour ne pas dire embarrassante pour certains de ses collègues de la majorité. Parce qu'il serait « *trop en avance au regard de la société française* ».

Michel Debré, lors de la réunion du groupe RPR de l'Assemblée nationale, le 15 décembre dernier, déclarait notamment : « *C'est un rapport sur l'intégration musulmane et pas sur le racisme* ». Suivi de près par Jacques Toubon qui considère que ce rapport n'est pas celui du RPR.

A l'évidence, certains politiciens supporteraient mal cette petite phrase – assassine ? – de Hannoun : « *Ils font du racisme leur fond de commerce* ». La tolérance est peut-être une valeur en hausse. Il n'en demeure pas moins que sa fluctuation varie au gré de l'humeur des politiques. □

RABHA ATTAF

JOSEPH GABEL

REFLEXIONS SUR L'AVENIR DES JUIFS

PREFACE DE PIERRE ANSART

204 pages, 100 F



MERIDIENS KLINCKSIECK

11, rue de Lille, 75007 Paris - Tél. : 42.61.64.60

ALTERNATIVES N° 53
ECONOMIQUES janvier

EN KIOSQUE

Qui a souffert de la Bourse ?
Qui s'intéresse encore à l'industrie ?

C. Castoriadis
« La société se crispe »

UN COUP POUR RIEN ?

« La France n'est pas raciste, mais il y a des racistes en France. » Telle est la conclusion de Michel Hannoun, député RPR de l'Isère, chargé d'un rapport sur la question par le Premier ministre. Critiqué à gauche comme à droite, le rapport Hannoun a pourtant le mérite d'exister. Et de souligner que certains politiciens font parfois du racisme « leur fond de commerce ».



Michel Hannoun, député RPR de l'Isère

La tolérance est une valeur en hausse. Tel est le constant de M. Michel Hannoun, député RPR de l'Isère, dans le Rapport sur le racisme et les discriminations en France qu'il a remis en décembre au Premier ministre.

Ce rapport cependant montre bien le paradoxe de la situation actuelle. « Prise dans son ensemble, la société française est sans doute plus ouverte et tolérante qu'elle n'a jamais été, explique-t-il. Mais on assiste partout, depuis une dizaine d'années, à une montée des sentiments de rejet, cristallisés autour de la question de l'immigration, particulièrement maghrébine » ; un racisme qui progresse en creux et qui n'en est pas pour autant anodin.

Passage au discours

« La France n'est pas raciste, mais il y a des racistes en France » poursuit le rapporteur. Pour ce dernier le véritable danger réside moins dans le passage à l'acte que dans le « passage au discours ».

« Les racistes ne sont pas tellement plus nombreux qu'hier, mais ils sont sans nul doute plus racistes ». D'où le risque le plus grave, selon M. Hannoun, non pas de racistes déclarés mais la « la possibilité de contagion vers des gens réceptifs ». Autrement dit des racistes potentiels, définis dans le rapport comme des racistes

mous. C'est justement sur ces derniers que l'effort doit se porter.

Les mesures, au nombre de cinquante-trois, proposées par le rapporteur relèvent de trois grands thèmes : agir sur les mentalités, mieux lutter contre la discrimination dont sont victimes les immigrés ou les étrangers et « relever le défi de l'intégration ».

Faisant sienne l'analyse d'Albert Memmi (cf. *Le racisme*, ed. Gallimard), Michel Hannoun constate qu'effectivement « l'antiracisme n'est pas naturel ». C'est une attitude qui s'apprend. « La lutte contre le racisme, précisait Albert Memmi, exige une pédagogie continue de l'enfance à la mort. » D'où un premier volet de propositions concernant le développement de l'enseignement des droits de l'homme à l'école et à l'université. Par ailleurs, un effort particulier de formation doit viser les fonctionnaires.

Publicité accrue

Le deuxième volet de propositions concerne la loi de 1972, réprimant les provocations, diffamations et comportement racistes. Pour le rapporteur, il faudrait donner une publicité accrue aux décisions de justice et mieux faire connaître les principales dispositions de cette loi. Et ce, par le biais d'affichage et de diffusion très large d'une plaquette, comprenant aussi un résumé de l'ac-

tion menée par la France pour lutter, à l'intérieur comme à l'extérieur, contre les comportements racistes. Le gouvernement aurait pour sa part l'obligation législative de présenter devant le parlement un rapport annuel sur l'application de la loi de 1972.

Un délit

Par ailleurs, M. Hannoun propose un renforcement de la législation actuelle. « Une des manifestations les plus fréquentes du racisme quotidien, constate-t-il, est aujourd'hui, l'injure qui, lorsqu'elle n'est pas publique, constitue une simple contravention de première classe. Afin d'empêcher la banalisation de cette pratique, il conviendrait de renforcer le caractère dissuasif de la sanction en alourdissant la répression de l'injure non publique à caractère raciste. » Ce qui revient en fait à en faire un délit. Viendrait s'ajouter à cette mesure : l'aggravation de la peine encourue pour certaines infractions commises en groupe ; la possibilité pour les juges de prononcer des incapacités civi-

les et politiques en cas de délit raciste, ainsi que l'autorisation pour les associations de se constituer partie civile avec l'accord de la victime.

En ce qui concerne la lutte contre l'antisémitisme, et notamment contre ses formes sournoises, dont le révisionnisme, M. Hannoun propose d'aider à la diffusion de travaux historiques incontestables, ce qui serait « la meilleure réponse à ceux qui prétendent nier le génocide juif », et de réprimer l'apologie de crime contre l'humanité, ainsi que le port public des insignes nazis.

Mais on n'aboutira pas à grand-chose, souligne-t-il, sans intégrer les immigrés. Le député de l'Isère avance pour cela une série de mesures concernant l'école, « moyen privilégié d'intégration », et le logement.

Il propose aussi, dans le cadre d'une « politique ambitieuse de l'immigration », la création d'une instance représentative qui aurait tout à la fois pour mission de représenter la communauté immigrée, d'être une force de proposition

et de jouer, par l'intermédiaire d'échelons locaux, un rôle de médiation.

Dans ce même cadre, les préfectures ne sont pas épargnées. Une série de suggestions sont en effet consacrées à l'accueil des étrangers dans les administrations, quitte à rebaptiser symboliquement les services des étrangers en « services des relations intercommunautaires »...

Les sépultures

Autre mesure novatrice, et reprenant sur ce point la proposition de Bruno Etienne, spécialiste de l'Islam, lors de son audition devant la commission de la nationalité : la création d'un conseil représentatif des institutions musulmanes de France. « Ce conseil permettra de montrer ce qu'est l'Islam, expliquait M. Hannoun dans une interview (*Libération* du 23/11/87), et que dans ce pays, il ne soit pas exclusivement assimilé à l'intégrisme. Rien d'étonnant donc que la cinquante-troisième proposition s'applique aux cimetières où il faudrait « prendre en compte les contraintes

propres aux sépultures musulmanes (orientation vers la Mecque notamment) ».

Malgré ses limites et ses imperfections, le rapport Hannoun a au moins le mérite d'exister et de faire avancer la réflexion sur une question délicate, pour ne pas dire embarrassante pour certains de ses collègues de la majorité. Parce qu'il serait « trop en avance au regard de la société française ».

Michel Debré, lors de la réunion du groupe RPR de l'Assemblée nationale, le 15 décembre dernier, déclarait notamment : « C'est un rapport sur l'intégration musulmane et pas sur le racisme. » Suivi de près par Jacques Toubon qui considère que ce rapport n'est pas celui du RPR.

A l'évidence, certains politiciens supporteraient mal cette petite phrase – assassine ? – de Hannoun : « Ils font du racisme leur fond de commerce ». La tolérance est peut-être une valeur en hausse. Il n'en demeure pas moins que sa fluctuation varie au gré de l'humeur des politiques. □

RABHA ATTAF

JOSEPH GABEL

REFLEXIONS SUR L'AVENIR DES JUIFS

PREFACE DE PIERRE ANSART

204 pages, 100 F



MERIDIENS KLINCKSIECK

11, rue de Lille, 75007 Paris - Tél. : 42.61.64.60

ALTERNATIVES N° 53
ECONOMIQUES janvier

EN KIOSQUE
Qui a souffert de la Bourse ?
Qui s'intéresse encore à l'industrie ?

C. Castoriadis
«La société se crispe»

■ **EQUILIBRE MACABRE.** Deux Noirs et deux Blancs sont pendus à la prison centrale de Pretoria. Depuis le début de l'année, 135 condamnés à mort ont été exécutés en Afrique du Sud : 86 étaient Noirs, 41 métis et 8 Blancs (26 novembre).

■ **PLAINTÉ.** Une plainte contre X avec constitution de partie civile est déposée au tribunal de Créteil par l'avocat de la famille de Mohammed K hier, tué le 25 novembre à Saint-Mandé par un policier auquel il avait échappé après une interpellation (27 novembre).

Mais deux étudiants du même mouvement ont vu leur condamnation ramenée de dix à cinq ans de travaux forcés (28 novembre).

■ **INAUGURATION.** Inauguration officielle à Paris de l'Institut du monde arabe (IMA) en grande pompe et sur une semaine (30 novembre).

■ **PRESSIONS.** La Commission internationale d'experts chargée par le gouvernement autrichien de faire la lumière sur l'affaire Waldheim se réunit à Vienne pour sa troisième session de travail au moment où les

■ **BLESSES.** Sept enfants palestiniens blessés au Liban au cours de la « guerre des camps » arrivent à Paris pour être soignés en France dans le cadre d'un accord entre le ministère des Affaires étrangères et le Croissant-Rouge palestinien (1^{er} décembre).

■ **SOUVENIR...** Des documents irréfutables révèlent que Paul de Man, un professeur de l'université américaine de Yale, qui est considéré comme un des plus brillants intellectuels de sa génération, a écrit dans un journal antisémite et pro-nazi en Belgique

d'Israël vers la France. William Naccache sera jugé une nouvelle fois en France. Réfugié en Israël et emprisonné là-bas pour hold-up, il avait été adopté par les religieux et la droite militante israélienne qui en avaient fait un « héros juif » et s'étaient opposés avec succès à son extradition pendant trois ans (2 décembre).

■ **CHICAGO.** Eugène Sawyer, le plus ancien des conseillers municipaux noirs de Chicago, est élu maire de Chicago en remplacement de Harold Washington, décédé le 25 novembre (2 décembre).

■ **HOMMAGE A MALIK.** Hommage dans toute la France à Malik Oussekine, assassiné il y a un an par la police de Pasqua. A Paris, dépôt de fleurs à l'endroit où il est tombé sous les matraques des policiers (4 décembre).

■ **TORTURE.** La Convention européenne pour la prévention de la torture est signée par tous les membres du Conseil de l'Europe à l'exception de la Turquie et de l'Irlande (3 décembre).

■ **VICTIMES OUBLIÉES.** Le parlement ouest-allemand approuve une loi qui permettra d'allouer des indemnités s'élevant au total à 300 millions de deutsche marks aux « victimes oubliées » du nazisme, tels les Tziganes, les homosexuels et les victimes du travail forcé et des expériences médicales (3 décembre). □

■ **CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ.** Au nom de l'association Les fils et les filles des déportés juifs de France, son président, M^r Serge Klarsfeld et M^r Charles Libman déposent chez le doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Paris une plainte pour crimes contre l'humanité visant Aloïs Brunner, officier nazi, chef du camp de

Drancy en 1943 et 1944, qui résiderait actuellement en Syrie (4 décembre).

■ **RETRAIT.** Le général Jannie Geldenhuys, chef d'état-major des forces armées de Pretoria, annonce que les troupes sud-africaines ont commencé leur retrait du Sud-Est angolais (5 décembre).

■ **FRATERNITE.** Jean-Marie Le Pen annonce la création d'un « mouvement social » qui serait baptisé « Fraternité française », du nom de l'ancien journal poujadiste (6 décembre).

■ **SOUVENIR.** Une manifestation se déroule à La Courneuve, sur les lieux où, il y a un an, le jeune animateur de vingt ans, Abdel Benyaya, était abattu à bout portant par un policier en état d'ivresse (6 décembre).

■ **ACCORD.** Les trois élus du Front national de l'Assemblée régionale de Haute-Normandie concluent avec M. Roger Fossé (RPR), président du Conseil, un accord de gestion qui lui permettra d'être réélu à la présidence en cas d'annulation de son élection de mars 1986 par le Conseil d'Etat qui doit examiner un recours en ce sens déposé par M. Laurent Fabius, député PS de Seine-Maritime (7 décembre).

■ **ARRETE.** La police sud-africaine arrête Eric Molobi, l'un des dirigeants du Front démocratique uni (UDF), principale organisation anti-apartheid légale en Afrique du Sud (7 décembre).

■ **NON-LIEU POUR BARBIE ?** M^r Henri Noguères fait savoir que la tenue d'un second procès Barbie est « devenue tout à fait improbable ». La seconde instruction ouverte contre l'ancien policier SS après la constitution de partie civile des familles d'André Lassagne et de Bruno Larat, arrêtés à Caluire en même temps que Jean Moulin,



Vingt à cinquante morts parmi les manifestants. Ce n'est plus d'incidents qu'il faut parler, mais de révolte. Les Palestiniens des territoires occupés se battent pour leurs droits nationaux. Combien de temps le seul argument de la force israélienne leur sera-t-il opposé ? Combien de civils tués avant que des négociations se nouent ?

L'International Board, la Fédération internationale de rugby, s'est réunie à Agen, patrie de son président l'ineffable Albert Ferrasse, grand ami de l'Afrique du Sud, et, par ailleurs, président de la Fédération française. L'Afrique du Sud devait, bien sûr, être au centre des débats. Si elle accueille une troisième tournée rebelle, elle sera irrémédiablement exclue de l'International Board. Après les Cavaliers néozélandais, cette année ce sont les Barbarians fidjiens qui se sont rendus en Afrique du Sud. Cela dépassait la mesure. On allait voir ce qu'on allait voir ! Ce qu'on a vu, c'est la radiation à vie d'Arthur Jennings, Néo-Zélandais, manager des Barbarians, magnifique bouc émissaire. « M. Jennings a abusé de la confiance des dirigeants sud-africains. Ceux-ci croyaient en toute bonne foi qu'Arthur Jennings était habilité par la Fédération fidjienne pour organiser une tournée en Afrique du Sud. » Comme hypocrisie, on ne fait pas mieux ! Dans un autre domaine sportif, Sam Ramsany, président du Comité olympique non racial d'Afrique du Sud (Sanroc) vient d'adresser à Philippe Chatrier, président de la Fédé-

ESSAI MANQUÉ

ration internationale de tennis un message exprimant son indignation d'avoir appris que des joueurs aussi connus que l'Australien Pat Cash et le Français Henri Leconte avaient participé à un tournoi en salle à Johannesburg. Ajoutons qu'un autre Français Guy Forget, l'Italien Cancellotti, l'Equatorien Gomez, des Américains dont Brad Gilbert ont joué également en Afrique du Sud. On se doute bien évidemment que Pretoria a exploité cette caution apportée par ces joueurs, au moment même où, à Harare, la III^e Conférence contre l'apartheid condamnait le racisme dans le sport en Afrique du Sud.

Le Sanroc a donc l'intention de lancer une campagne pour que Leconte et Cash soient sanctionnés par la communauté internationale. Mais le Sanroc dénonce également la responsabilité de la Fédération internationale de tennis qui continue d'accorder aux tournois sud-africains le statut d'épreuve de Grand Prix attribuant des points pour le classement des joueurs. □

■ **CONFIRMATION.** La Cour de sûreté de l'Etat tunisienne confirme la condamnation à mort de M. Ali Laaridh et les peines de travaux forcés infligés à dix de ses amis du Mouvement de la tendance islamique (MTI), arrêtés après leur condamnation par contumace.

pressions s'accroissent pour une démission du président autrichien (30 novembre).

■ **ON S'ENTRAINE.** L'aviation israélienne simule pendant une heure des raids au-dessus des camps palestiniens de Saïda dans le Sud-Liban (1^{er} décembre).

pendant la Seconde Guerre mondiale (1^{er} décembre).

■ **EXTRADE.** William Naccache, 27 ans, condamné à la prison à vie par contumace pour le meurtre d'un Arabe en avril 1983, à Besançon, est extradé

pourrait en effet déboucher sur un non-lieu. M^r Henri Noguères qui représente la famille Lassagne a révélé qu'un document a été retrouvé, qui prouverait que la décision de déporter André Lassagne aurait été prise à Paris et non à Lyon. Au terme de la définition des crimes contre l'humanité actuellement en vigueur, cela suffirait pour disculper Klaus Barbie (8 décembre).

■ **LIVRE BLANC.** Le magazine ouest-allemand Stern publie de nouveaux documents éclairant le rôle du président autrichien Kurt Waldheim pendant la campagne des Balkans entre mai et août 1942.

Ces documents apportent d'intéressantes précisions sur le déroulement d'une opération « nettoyage » effectuée par la Wehrmacht contre des unités de partisans dans le massif de la Kozara, en Bosnie occidentale, et sur le rôle précis joué par le lieutenant Waldheim (8 décembre).

■ **DISPARITION.** Le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, ordonne une enquête sur la disparition de plus de 400 dossiers de criminels de guerre nazis des archives de l'organisation internationale. Un porte-parole de la mission israélienne auprès de l'ONU exprime la « surprise » de son gouvernement devant cette disparition (8 décembre).

■ **CLANDESTINS.** Le responsable d'une usine de textile de Fontaine (Isère), Khamphong Siriphone, est condamné à huit mois de prison avec sursis pour avoir fait travailler pendant 94 heures par semaine quatre ouvriers thaïlandais en situation irrégulière (9 décembre).

■ **CONDAMNATION.** L'Assemblée générale des Nations unies vote une résolution condamnant la politique d'Israël dans les territoires occupés, la qualifiant de « crimes

de guerre et d'outrage à l'humanité » (9 décembre).



A la suite des plaintes déposées contre M. Maurice Papon pour sa participation active à la déportation des juifs de Gironde sous l'occupation nazie, l'instruction, partiellement annulée, est entrée récemment dans une nouvelle phase. A cette occasion, le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), soucieux de voir sanctionnés tous les crimes contre l'humanité, s'est constitué partie civile. Il exprime sa stupeur devant la soudaine dé-

■ **AMERICAINS.** Un soldat de Pretoria fait prisonnier par les combattants

angolais affirme que, parmi les soldats sud-africains progressant actuellement à l'intérieur de l'Angola, « certains affirment être américains » (10 décembre).

■ **INTERROGATION.** La Ligue des droits de l'homme se demande dans un communiqué « A quoi sert le secrétariat d'Etat aux Droits de l'homme », et affirme « que le droit d'asile est bafoué » en France (10 décembre).

■ **DOUBLE LOUIS DELLUC.** Le Prix Louis Delluc est attribué à deux films : Soigne ta droite de Jean-Luc Godard et Au revoir les enfants de Louis Malle, auquel le MRAP avait déjà attribué son Prix de la Fraternité 1987 (10 décembre).

angolais affirme que, parmi les soldats sud-africains progressant actuellement à l'intérieur de l'Angola, « certains affirment être américains » (10 décembre).

■ **INTERROGATION.** La Ligue des droits de l'homme se demande dans un communiqué « A quoi sert le secrétariat d'Etat aux Droits de l'homme », et affirme « que le droit d'asile est bafoué » en France (10 décembre).

■ **DOUBLE LOUIS DELLUC.** Le Prix Louis Delluc est attribué à deux films : Soigne ta droite de Jean-Luc Godard et Au revoir les enfants de Louis Malle, auquel le MRAP avait déjà attribué son Prix de la Fraternité 1987 (10 décembre).

■ **DEPART.** M. Giorgio Almirante abandonne la direction du Mouvement social italien (MSI), parti néo-fasciste italien, dont il fut le fondateur en 1946 (13 décembre).

Réalisé par Robert Pac

LA NEBULEUSE DU



FRONT NATIONAL



Le fascisme à la française. Les nostalgiques sur la tombe de Pétain à l'île d'Yeu, les bons patriotes à la fête du Front national, et les moniales de l'abbé de Nantes défilant devant Jeanne d'Arc

Dossier réalisé par Germaine Dupont et Marcel Durand



La radicalisation du Front national aurait signé son arrêt de mort politique. C'est à voir. Car le Front n'a eu de cesse, depuis ses premiers succès électoraux, de se structurer en appareil efficace et cohérent. Une tâche rendue délicate par l'origine très diverse de ses militants, le rejet de l'immigration, base électorale première, ne pouvant seul suffire à pérenniser le mouvement, même si le courant d'extrême droite a toujours existé en France. Le Front national tente donc depuis plusieurs mois de pénétrer plus profondément la société française, s'appuyant sur des hommes et des relais associatifs qui lui servent de Cheval de Troie, chacun dans son secteur. Si l'on ajoute à cela que les multiples raisons de son émergence (crise économique, sociale, culturelle), loin d'être résolues, pourraient bien s'aggraver, cela fait bien des raisons de garder un œil sur la nébuleuse du Front national.

Lorsque le Front national naît, en 1972, sa doctrine est quasi inexistante. Ce n'est qu'en 1985 qu'il édicte un programme, après un succès électoral important en 1984, remporté sur des bases politiques encore floues.

Après les élections européennes, le FN est pris de court, et *Les Français d'abord*, écrit à la hâte par Le Pen, ne peut suffire à combler son vide idéologique. Or, il lui faut rassembler autour de son mouvement, d'une part, une extrême droite hétéroclite dont l'histoire est traversée de querelles intestines et de combats de chefs et, d'autre part une certaine frange plus modérée de la droite classique, mécontente de l'UDF ou du RPR. Difficile synthèse qui se réalisera cependant grâce à un savant bricolage. C'est la raison d'être du programme de 1985, *Pour la France*, qui associe les analyses de la droite, de l'extrême droite et de la nouvelle droite. Cette dernière, plus idéologique que politicienne, servira de liant, notamment à travers son principal centre de réflexion, le GRECE. S'il ne partage pas complètement les analyses du GRECE – paganisme, anti-économisme – le Front national a su néanmoins tirer le plus grand profit de certaines: le racisme différentialiste (1), l'enracinement, l'inégalité, l'euphémisation des propos... « *Il n'y a pas de culture désincarnée, intemporelle et sans racines* », déclarait par exemple Bruno Mégret à l'Assemblée nationale en 1986, thèmes que deux séminaires du GRECE abordaient dès 1972.

En reprenant dans son programme les positions les plus audacieuses des principaux clubs politiques de droite qui connurent leur heure de gloire quand la gauche gouvernait, le FN a renforcé ses positions ultralibérales. Il s'est

ainsi attiré la bienveillance de ces clubs qui sont, entre autres, le Cercle Renaissance de Michel de Rostolan et les clubs Avenir et Liberté que dirige le député apparenté RPR Bernard-Claude Savy. D'importantes passerelles en direction des tendances les plus dures de la droite ont ainsi vu le jour.

L'université d'été de la nouvelle économie qui se tient chaque été à Aix-en-Provence sous la houlette de l'ALEPS (2) et où se sont retrouvés des représentants de toute la droite est un bon exemple de ces rencontres clubistes.

Il n'est donc pas étonnant que le Club de l'Horloge, créé en 1974 par Jean-Yves Le Gallou, Henry de Lesquen et Yvan Blot (député RPR), et chantre du libéralisme national (3) ait fourni au Front de nombreux idéologues. Jean-Yves Le Gallou illustre la symbiose entre son « club de réflexion » et le mouvement de Jean-Marie Le Pen. Le travail idéologique du club consiste essentiellement à organiser des conférences et publier des ouvrages « exhaustifs » sur chaque grande question politique, économique ou sociale. Diverses personnalités du monde politique et intellectuel contribuent à ce travail. La moitié des propositions du Front national sont « un simple plagiat du programme préconisé... par le Club de l'Horloge » (4).

Le nœud de la doctrine : la préférence

Autre pilier idéologique, les références à Dieu, la morale, la famille... ne sont que la reprise du discours tenu depuis de nombreuses années par les intégristes. Le rapprochement du Front et des traditionalistes date du milieu des années 70 et ne s'est jamais démenti malgré la situation matrimoniale de Le Pen.

Parlant de celui-ci, Mgr Lefebvre affirme : « C'est une bonne chose que quelqu'un se lève pour défendre la morale chrétienne (...) Dans une certaine mesure, le combat du FN rejoint nos préoccupations. » Et c'est un fait que le mouvement de Jean-Marie Le Pen, seul homme politique à invoquer Dieu dans ses discours (son parti étant

aussi le seul à célébrer une messe lors des fêtes Bleu-Blanc-Rouge) est présent partout où le mouvement traditionaliste mène sa croisade : Saint-Nicolas-du-Charbonnet, Port-Marly, pèlerinage de Chartres...

L'homme clé de cette alliance est le député européen Bernard Antony, alias Romain Marie, chez les intégristes. En se ralliant au FN en 1984, il a amené avec lui les mouvements qu'il contrôle et notamment ses *Comités Chrétienté-Solidarité*, sans doute le plus important des courants intégristes. Il a aussi amené dans ses bagages une solide doctrine : le courant traditionaliste, qui remonte à la Révolution française, a donné à l'extrême droite française sa principale école de pensée : le maurassisme (l'autre étant actuellement représenté par le GRECE).

Il n'est donc pas étonnant que le Front national ait confié à Bernard Antony la formation de ses cadres, profitant de son influence et de son expérience. On trouve ainsi des traditionalistes aux principaux postes de formation des cadres et militants du FN. En Ile-de-France, l'Institut d'histoire et de politique (IHP), créé dans ce but, est dirigé par George-Paul Wagner, député, avocat de Le Pen, qui n'a jamais fait mystère de ses idées maurassiennes.

Mais, si du fait de la diversité de ces apports, le programme du Front ressemble à un véritable patchwork, l'ensemble reste cependant articulé autour de la notion de « préférence », véritable nœud de la doctrine. C'est l'affirmation d'une logique d'exclusion dont les immigrés ne seraient pas les seules victimes : « Gouverner, c'est choisir » affirme volontiers Le Pen. Devant les congressistes d'Avenir et Liberté, le 21 mars dernier, à Neuilly, il s'est risqué à préciser « Gouverner, c'est discriminer ». Une logique que l'on retrouve dans tous les actes et discours de l'homme politique. □

(1) Le racisme différencialiste prône le respect des différences, « à condition que chacun reste chez soi ». Logique dont l'aboutissement est l'apartheid sud-africain.

(2) Association pour la liberté économique et le progrès. Cf. n° 1 de *Celsius*.

(3) Cf. *Différences* janvier 86, Art. 31, mars-avril 87 et *Celsius* n° 2.

(4) *Le Monde* du 12.06.85. Article d'Alain Rollat.

LES TIRELIRES DU FRONT

Dans tous les partis politiques, le financement reste un tabou et le Front national n'échappe pas à cette règle. Comme beaucoup, il affirme tirer l'essentiel de ses ressources des cotisations, « des quêtes, des souscriptions, des ventes d'objets divers, de l'autofinancement ».

Mais il suffit de voir l'importance de sa propagande, de lire *National-hebdo* (en déficit, mais sa parution n'est pas compromise et sa pagination augmente) pour se demander si cela est bien suffisant.

Bien entendu, chaque candidat à une élection doit verser une participation. Pierre Descaves ne proposa-t-il pas 500 000 F environ pour figurer en position d'éligible sur la liste européenne ? Aux cantonales, chaque place de candidat aurait valu 5 000 F... des stages de formation des candidats ont été facturés 5 000 F, chèque à l'ordre de la SCIFE, société que l'on retrouve propriétaire du parc où vit Le Pen, société contrôlée elle-même par la famille Le Pen.

L'organisation de dîners-débats est une source non négligeable de fonds (1), mais ces mesures ne semblent pas suffire à l'alimentation des caisses du parti. Pour combler le trou, nous nous en tiendrons à quelques hypothèses.

D'abord l'affaire Pordéa (2). Le *Sunday Times* annonçait fin 1985 que le député européen Pordéa était « un agent communiste » et que les services roumains auraient versé 500 000 dollars au FN pour le faire inscrire en 4^e position sur sa liste (3). Depuis sept ans, Gustav Pordéa était également mooniste et ce qui pourrait n'être qu'un hasard ne l'est plus quand Pierre Ceyrac et Michel de Rostolan, autres députés du

Front, sont également proches de la secte ou de sa branche politique, CAUSA. Ce dernier (responsable aussi du cercle Renaissance) participe d'ailleurs régulièrement aux réunions de la WACL (4). Quant à Pierre Ceyrac, il était récemment à un rassemblement anticomuniste à Berlin, accompagné de la fille et du gendre de Le Pen, tous deux élus régionaux du Front (5).

Enfin, il reste à signaler les nombreux voyages de Jean-Marie Le Pen aux USA, souvent au moment des échéances électorales. Voyages concrétisés par la création toute récente d'un cercle des amis de Jean-Marie Le Pen, à Washington. Hasard ? Il semble que dans son financement, le Front national ait souvent recours au hasard.

Moins hasardeux, l'appel direct aux fonds de pays étrangers. Une lettre publiée par le *Canard enchaîné* a montré les sollicitations dont le président gabonais avait été l'objet juste avant les européennes. Sollicitations auxquelles il n'avait jamais répondu. □

(1) Zelig : Retour du Front. Barrault 1985.

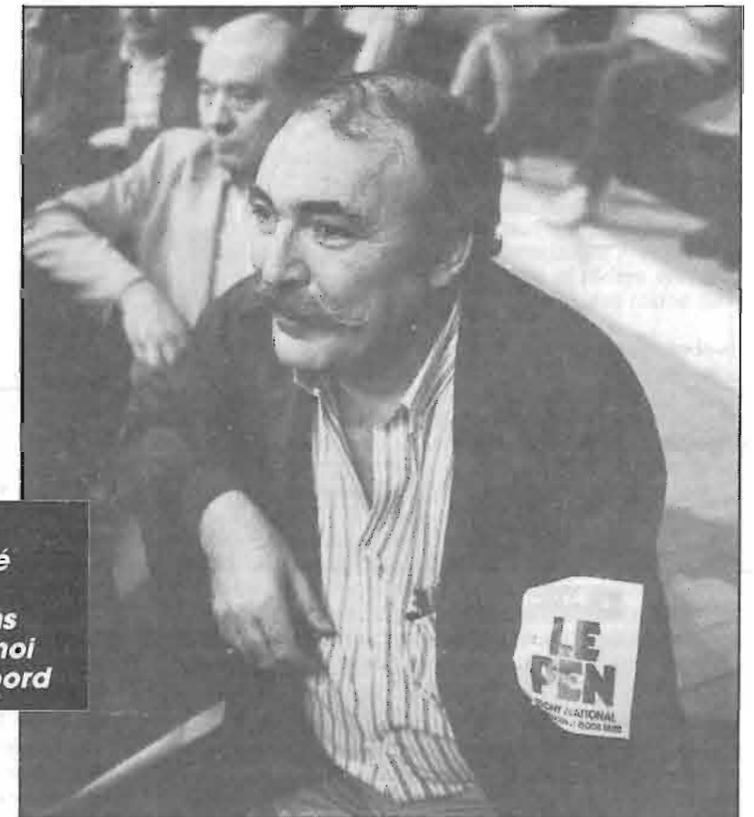
(2) Jean-François Boyer : *L'empire Moon*. La Découverte, 1986 p. 363 à 370.

(3) Un démenti suivra de la direction du FN. *Le Sunday Times* et *Libération* sont actuellement en procès avec Pordéa sur cette affaire.

(4) World AntiCommunist League, fondée en 1967. Peu à peu reprise en main par des groupes extrémistes, au point que les néo-fascistes du Msi la traite de « ramassis de nazis » La WACL, où la secte Moon est très active dispose de moyens financiers importants.

(5) Cf. *Celsius*, n° 1 p. 23.

LES RESEAUX DE PROPAGANDE



Convaincre par la simplicité du discours : et voilà des gens comme vous et moi qui changent de bord



Le Front national dispose depuis trois ans d'une bonne implantation sur le territoire français (1). Dans chaque région, existe un appareil de cadres lui permettant d'affirmer plus ou moins bien son existence.

Cette structuration serrée est dirigée d'une main de fer par le secrétaire général, Jean-Pierre Stirbois, assisté de Pascal Delmas (ancien du GRECE). Cette pyramide serait cependant inopérante – à tout le moins insuffisante – sans un certain nombre de relais médiatiques ou associatifs. En leur sein, semble substituer une liberté d'opinion qui semble tant faire défaut dans le parti.

Outre *National-Hebdo*, son organe d'expression paraissant maintenant sur 32 pages, le FN dispose du soutien actif de la majeure partie de la presse d'extrême droite. *Présent*, quotidien distribué uniquement sur abonnement à plus de 20 000 exemplaires, s'est engagé derrière Le Pen dans une « bataille de France ». *Minute*, même après la crise qui l'a récemment secoué, est toujours favorable au « menhir », tout comme *Rivarol* et *Aspects de la France*, hebdomadaires de moindre diffusion. Fin novembre, le *Choc du mois*, tiré à 100 000 exemplaires, est venu enrichir cette presse moins maigre qu'on ne le dit parfois.

À Paris, les collaborateurs de ces journaux se retrouvent

encore sur *Radio Courtoisie*, « la radio libre du pays réel » (95,6 MHz) animée par Jean Ferré, chroniqueur du *Figaro Magazine*.

Bien embarrassé quand Le Pen qualifie de « détail » les chambres à gaz, le journal de Louis Pauwels l'est beaucoup moins quand il s'agit de faire passer dans l'opinion des thèmes identiques à ceux défendus par le FN. Le scandaleux dossier publié en 1985 : « Serons-nous encore Français dans trente ans ? » n'en est qu'un exemple. Résultat d'un savant dosage, le *Figaro Magazine* comprend dans son équipe rédactionnelle des collaborateurs couvrant la large palette des idées de droite. Jusqu'à l'extrême. Il ne faudrait pas négliger le rôle de certaines revues spécialisées telles que *Troupes d'élite*, *Hommes de guerre*, *Militaria* ou *Raids* qui sans être directement politiques ont toutes en commun de glorifier la chose militaire et de proposer un certain modèle de virilité. Elles rejoignent en cela la vogue des pires films américains tels que *Rambo* ou *Top Gun*... tous très appréciés des critiques cinéma de *National-Hebdo*.

Ces revues, tout comme les maisons d'édition Albatros, La Table ronde, Avallon... permettent l'existence d'une véritable culture d'extrême droite qui fait baigner le militant ou le sympathisant dans une ambiance à laquelle il est aisé de s'abandonner. Grâce à un nombre croissant de librairies spécialisées, ces diverses publications disposent d'un réel marché.



De retour de New York, entre jazz et rock : Nougaro, le meilleur français de l'année.

MUSIQUES

COSMOPOLITES

NOUGA. On le disait fini. *Armstrong, Donne-moi la main camarade, Toulouse*, c'était il y a combien de temps déjà ? Et le voilà en pleine peau (noire et blanche). Nougaro, après un an passé dans l'ancien appartement de Charlie Mingus à New York, joue du Nougarock. Installé dans le fief de ses premières amours, Harlem, il fait une chanson de tout et de rien : la statue de la Liberté, la comète Halley, le rythm'n flouze, Al Jarreau, Marrakech. Des jeux de mots qui s'enchaînent, des orchestrations superbes, voici le meilleur français de l'année. □

Nougayork, Claude Nougaro, WEA.

AFFRONT. C'est l'idole un peu lascive et très chic du public anglais. Quand il entonne *Wishing well (Kissing a bandit/Stealing time/Under a sycamore tree)*, Terence Trent d'Arby (TTA) fait frémir la jeunesse. La voix chaude, le look smart et métissé, TTA a aussi de la suite dans les idées. Après avoir annulé un concert en Autriche, il a expliqué : « *Après mûre réflexion, je ne peux pas, en bonne conscience, admettre que certains profits occasionnés par ma venue tombent dans les caisses d'un gouvernement dirigé par un conspirateur nazi notoire. Ce serait comme un affront pour mes amis juifs qui ont perdu des êtres chers pendant l'holocauste, peut-être à cause de l'action de Kurt Waldheim, sans parler des millions de juifs que je ne connais pas.* » Et comme la musique est bonne, ça ne gêne rien au personnage. □

Introducing the hardline according to, Terence Trent d'Arby, CBS.

DISSONANCES. Cet énergumène jusqu'alors sans visage tant l'atmosphère de ses albums était enfumée (de cigarettes et d'alcool), en a un depuis l'année dernière. Le grand public l'a découvert dans *Down by Law*, le film de Jim Jarmush, aux côtés d'un autre musicien américain, John Lurie. Tom Waits, grand déguisé de l'Amérique paumée, est sorti des boîtes de nuit grâce au cinéma. Les puristes le regretteront. Sa voix rocailleuse venue du fond du blues, son piano nostalgique arrosé par le whisky malencontreusement bousculé, sa sensibilité de malade urbain : tout est toujours là dans son dernier album, *Frank's wild years*, très jazzy, très polka, très rumba. C'est du Tom Waits, certes, mais gagné par une manie, celle de la dissonance, à ne pas confondre avec la dissidence. Ça finit par saouler, mais l'emballage est beau. □

Frank's wild years, Tom Waits. BGM-Ariola.

DETAILS. Les vedettes du Top 50, de Goldman à Vanessa Paradis, vont bientôt enregistrer *Détails*, une chanson composée par Adamo après les déclarations de Jean-Marie Le Pen sur les chambres à gaz. Les droits d'auteur iront à la Licra et SOS Racisme. □

VERONIQUE MORTAIGNE

ROCK AROUND. Du pavillon de Paris à l'hippodrome de Pantin et au Zénith, de Parking 2000 aux multiples lieux de rock disséminés entre Bagnolet et Montreuil, la Villette se trouve au cœur de l'histoire du rock. Présenté à la Maison de la Villette, *Histoires de rockers* montre de quelles empreintes le rock a marqué et marque encore le Nord-Est parisien.

Sur les marges de Paris, entre ville et

banlieue, le rock vagabonde : au détour de sites abandonnés, de friches industrielles ou de troquets oubliés, les rockers s'installent, souvent, de façon éphémère. L'équipe de la Maison de la Villette les a rencontrés et a ainsi pu recueillir les témoignages de quelque 200 musiciens et amateurs de rock.

Les thèmes majeurs se dégageant de ces entretiens ont guidé la conception d'une exposition qui combine les formes d'expression traditionnelles du rock (musicales, graphiques, vestimentaires...) et des témoignages inédits de rockers.

Histoires de rockers sera ponctuée par une série d'événements : débats, démonstrations de tatouages, défilés de look rock avec des costumes spécialement créés, performances-surprises par des « tribus rock », telles que Batcave, Psycho, Punk ou Gothic ! □

Histoires de rockers. Maison de la Villette, jusqu'au 28 février 1988. Rens. et calendrier sur le Minitel 36.15, code TV Rock.

MEDITERRANEE. Chaud, chaud, chaud, l'hiver sera chaud à Paris... parce que tout plein de musique méditerranéenne. Du 9 au 23 janvier, le Café de la Danse, à la Bastille, ouvrira ses portes de l'Orient à l'Occident — ou vice versa... Un festival de musique réunira les meilleurs artistes de douze pays du bassin méditerranéen (essentiellement de la musique et du chant traditionnels). La liste ? Quelques noms qui, peut-être, ne vous diront (encore) rien, mais dont les sonorités évoqueront déjà les voix langoureuses et souvent orientales : Mustapha Skandrani (Algérie), interprète des plus grands classiques de tradition arabo-andalouse, Reine l'Oranaise (non, ce n'est pas du raï), témoin rare d'une tradition judéo-arabe, Esin Afsar (Turquie), qui chante de nombreux poètes turcs dont, évidemment, le superbe Nazim Hikmet. Et puis Hussein El Masry (Egypte), Saïd El Maghrebi (Maroc), Maria del Mar Bonnet (Palma de Majorque), Mohammed Bhar (Tunisie), Juliette Greco (France), Irene Papas (Grèce). Côté Italie, à ne pas manquer sous aucun prétexte : la troupe napolitaine di Canto di popular.

Des ténèbres de l'exil aux scintillements de la mer, des fleuves et de la terre natale, la Méditerranée se chantera entre nostalgie et émerveillement. Normal : ce projet s'intitule *Orient, Occident, ombres et lumières de la Méditerranée*. Du voyage du côté de la Bastille... □

S. B.

Orient, Occident, ombres et lumières de la Méditerranée, du 9 au 23 janvier au Café de la Danse. 5, passage Louis-Philippe, 75011 Paris. Tél. : 43.57.05.35.

SPECTACLES

DANSE-THEATRE

L'INDIGNE ET L'INAVOUABLE. Jean-Michel Rabeux a écrit *Onanisme avec troubles nerveux chez deux petites filles* à partir d'une observation médicale parue au début du siècle. Son auteur, Demetrius Zambaco, est psychiatre. Trente ans plus tard, il est devenu correspondant de l'Académie des sciences et commandeur de la légion d'honneur. Ses procédés thérapeutiques sont donc reconnus et pratiqués. Et pourtant !

« *Pourtant, il va loin dans les sévices qu'il justifie par le traitement des deux fillettes. Ce qui m'a le plus choqué dans cette observation*, commente Jean-Michel Rabeux, *c'est la tranquillité d'esprit de Zambaco* ». L'onanisme était alors considéré comme une maladie grave, et donc, violemment punie. En définitif Zambaco rend les deux petites filles folles. Et les parents, complaisants, ne sont pas plus traversés par le doute. Car, c'était un comportement normal de la psychiatrie à l'époque.

L'une des deux fillettes, devenue adulte, raconte, comme on expose un cas clinique. Elle s'adresse aussi à sa mère, qui a laissé faire et qui a accepté cet ordre moral. « *Cette observation laisse sur nous des cicatrices pas tout à fait sèches. Ce qui est insupportable, c'est cette folie de la raison, cette certitude. Il aurait été dérisoire de faire une pièce sur Hitler. J'ai*

THEATRE IMPOSSIBLE. *Le Public*, représenté pour la première fois en France, est l'avant, dernière pièce de Federico Garcia Lorca. La mise en scène de cette œuvre est de Jorge Lavelli, directeur du nouveau Théâtre de la Colline qui ouvre ses portes ce mois-ci. Priorité à la création et la découverte : c'est la volonté de l'ex-TEP (Théâtre de l'Est parisien). Lorca, dramaturge, poète, peintre et musicien est né en 1898. On vient d'ailleurs de célébrer le cinquantenaire de sa mort.

Il nous a légué deux théâtres. L'un, théâtre marchand et complaisant, « *écrit pour se faire respecter* » et décrié par ses amis Dali et Bunuel. L'autre, le « théâtre impossible », son théâtre surréaliste où il s'insurge contre la médiocrité du quotidien et le grotesque des normes morales. *Le Public*, c'est l'histoire d'un voyage.

Ayant fait irruption dans le bureau d'un directeur de théâtre, trois amis se livrent à un jeu de la vérité, et font tomber quelques-uns de leurs masques. Dans cette pièce, l'interrogation omniprésente du « théâtre impossible » de Lorca : la quête de la vérité théâtrale face à l'illusion. Il y traite bien sûr de l'existence, de la mort, de la sexualité.

choisi une métaphore pour parler de la coercition de la psychiatrie, de la science prise de folie, et des totalitarismes en général. »

Une autre pièce écrite par Jean-Michel Rabeux fait l'éloge de la pornographie. « *Pour y débusquer des douceurs imprévisibles, des beautés inattendues, des ridicules aussi* ». Le metteur en scène s'amuse et s'interroge et les acteurs avec lui.

« *Le théâtre est pour moi un pays clandestin. Il dit le secret, l'inavouable. Une part de nos vies est pornographique. Tout au moins une part de nos rêves.* »

Dans cette pièce, le corps est tout sauf un objet. Le jeu est étrange, pudique, léger et mystérieux. Pour Jean-Michel Rabeux, le théâtre sert à parler du réel et des sentiments.

« *Reconnaître sa pornographie (on pourrait dire érotisme) c'est s'accepter dans ce qu'on a d'incongru, et l'accepter chez l'autre. C'est-à-dire accepter les différences... la pornographie a d'ailleurs toujours été interdite dans les régimes totalitaires.* » C'est beau et déconcertant □

LAURE LASFARGUES

Onanisme avec troubles nerveux chez deux petites filles, de Jean-Michel Rabeux du 15 janvier au 6 février 1988. Théâtre national de Chaillot, Paris.

Eloge de la pornographie, jusqu'au 9 janvier, théâtre Gérard Philipe, 93 Saint-Denis.



Un dessin de Garcia Lorca.

« *Combien de temps encore continuera-t-on à nous cacher ce Lorca transgresseur, le plus authentique, le plus universel* », s'est écrié récemment un critique. □

L. L.

Le Public, de Federico Garcia Lorca, Théâtre national de la Colline. Du 7 janvier au 25 février. 5, rue Malte-Brun, 75020 Paris.



Charlie Parker, the Bird, à l'écran

C I N E M A S

D'AUJOURD'HUI

BIRD LIVES. Clint Eastwood est en train de produire et de diriger un film retraçant la vie du grand saxophoniste de jazz noir Charlie Parker, mort en 1955 dans le dénuement physique et matériel. *Bird* est le surnom qu'on avait donné à Charlie Parker et Clint Eastwood l'a choisi pour titre à son film dont la sortie est prévue pour le milieu de l'année.

Le rôle de Charlie Parker est tenu par l'acteur noir Forest Whitaker qu'on a pu voir récemment dans *Platoon* et *la Couleur de l'argent*. Le film se termine sur l'image du graffiti qui s'étale encore aujourd'hui de temps à autre sur les murs de Harlem : « *Bird Lives* », symbole de l'immortalité de Charlie Parker dans l'âme de la communauté noire des Etats-Unis. □ **R.P.**

UN CRI POUR STEVE. Sir Richard Attenborough, le cinéaste auteur du fameux *Gandhi*, a présenté, à Londres, son dernier film, *Freedom Cry*, qui retrace la vie du syndicaliste noir sud-africain Steve Biko, mort assassiné dans sa prison par la police raciste de Pretoria, le 12 septembre 1977.

Ce film est fondé sur l'amitié profonde qui unissait Biko et le journaliste libéral blanc Donald Woods. Il a été tourné au Zimbabwe qui a participé pour 20 % au financement du film. Le film a été vu par les représentants de l'AZAPO, l'organisation noire sud-africaine qui l'a approuvé. Le rôle de Steve Biko est tenu par l'acteur noir américain Denzel Washington, dont Richard Attenborough avait apprécié la prestation dans le film *Soldier's Story* et dont la ressemblance avec Malcolm X est hallucinante.

Il a d'ailleurs tenu le rôle du grand militant noir sur les planches, ce qui lui avait valu de recevoir l'Audelco Award pour sa performance. □

ROBERT PAC

TROIS CONTINENTS. Sans doute le meilleur forum pour connaître et reconnaître les cinématographies oubliées par les distributeurs européen-américains, le Festival des trois continents de Nantes, refusant comme par le passé une vision tiers-mondiste du 7^e Art au profit d'une vision purement cinématographique, a fait rêver la ville et la région, pour sa neuvième cuvée, grâce à une rétrospective du cinéma turc, unique en France, et à un panorama de dix ans des studios de Xian en Chine populaire.

Ajoutons à cela une sélection, plaisir gourmand entre tous, d'une dizaine de comédies musicales indiennes, toutes bruisantes de chants, de danses et... de larmes.

La compétition réunissant des œuvres de dix pays, du Viêt-nam à Haïti, du Brésil à la Chine, en passant par la Corée, le Japon et la Turquie était honnête.

La Turquie justement ! : c'est elle qui était à l'honneur, une découverte, un bonheur ! vingt-cinq films, de 1935 à nos jours. Cette cinématographie trop méconnue, aux productions variées allant du policier au film sexy en passant par le mélodrame, qui produit une centaine de films en moyenne chaque année (185 l'an dernier !) s'affirme par son originalité : une tradition culturelle très forte, colorée par son appartenance à une Europe qui feint encore de l'ignorer.

Depuis vingt ans, une figure domine cette production, celle du grand Yilmaz Guney, le révolutionnaire assoiffé de justice sociale, encore boycotté par les milieux officiels de son pays pour son militantisme kurde, mort en exil en France, et présent à Nantes à travers deux chefs-d'œuvre signés seul, *Espoir* (1970) drame de la pauvreté qui rend fou et *Elégie* (1971) qui met en scène, dans la tradition des bardes populaires de son pays, des hors-la-loi au grand cœur.

Une révélation, le grand art de Metin Erksan venu lui-même présenter, sensible et esthète parfois, plusieurs magnifiques

histoires de révoltes implacables : *Au-delà des nuits* (1960), *la Vengeance des serpents* (1962), *l'Été torride* (1963), drame de la possession de la terre et... de la femme. Son *Kuyu (le Puits, 1968)* a bouleversé le public par la violence d'une femme violée qui ira jusqu'au bout de sa vengeance dans un climat de banditisme d'honneur traditionnel.

D'Atif Yilmaz, le troisième Grand turc on a pu déguster le charmant et plein d'humour *Qu'elle était belle Istanbul* (1966) dans la tradition italienne, sur une idylle naissante entre un gentleman stambouliote ruiné et une jeune provinciale montée à Istanbul pour devenir actrice, le tout prétexte à de superbes et amoureuses photographies de ville en hiver.

Révolte contre l'injustice, violence des rapports sociaux, et des rapports entre hommes et femmes, humour salvateur des gens écrasés sont des leitmotifs de ce cinéma turc divers et pourtant marqué d'un sceau culturel bien reconnaissable. Le jury de Nantes ne s'y est pas trompé en couronnant un film de ce pays, *l'Hôtel mère-patrie (Anayurt Oteli, 1987)* d'Omer Kavur, saluant, en le doublant d'un prix d'interprétation, son acteur principal, Macit Koper. *Anayurt Oteli* marque en effet un renouveau dans la production turque, volontairement, nous expliquait l'auteur, en réaction avec films anatoliens, paysans et sociaux. Il y décrit, la solitude d'un personnage complexe gérant d'un hôtel dans une petite ville anatolienne, que la mélancolie est la vision fugitive d'une belle cliente, incarnée par l'étonnante Serra Yilmaz, vont mener à la schizophrénie et au meurtre. Couronné cette année par le Grand prix national à Istanbul, ovationné à Valencia, il faut que ce film, ainsi que la plupart de ceux de la rétrospective, sortent sur les écrans français. □

YVES THORAVAL

Festival des trois continents, BP 3306 Nantes 4033 cedex

Cinéma turc : *L'Été torride*, de Metin Erksan



Semaine du cinéma de l'immigration

MARIE D'ALGER, ALI DE CLICHY

Nuance de langage à faire absolument : cinéma d'immigration ne veut pas nécessairement dire cinéma sur les immigrés. Cette distinction tient à cœur à Abdel Bennour, principal organisateur de cette Semaine du cinéma de l'immigration qui s'était déroulée auparavant à Alger et à Lyon (financée par le Fonds d'action sociale et l'Institut du monde arabe) et pour qui il s'agissait essentiellement de montrer que, sous le mot immigration, fusionne un monde de création mis en images : « *Mieux connaître des films peu ou pas vus, de cultures spécifiques, éléments indispensables à l'enrichissement de la culture française.* »

Maintenir le mot

Sortir du ghetto par là-même où on tente de le constituer : « l'immigration ». Le mot heurte encore. Se référant tellement à l'image de misérabilisme, de militant « mao-t'es-plus-dans-l'coup coco », les organisateurs n'en ont pas moins tenu le pari de maintenir le terme - « nul autre ne conviendrait », dit Bennour - en en révélant ses aspects les plus créatifs, les plus riches. La démarche est louable ; le programme était un large éventail de cinéastes français, arabes, italiens, yougoslaves, allemands... Une vingtaine de courts métrages qui ne seront jamais vus ailleurs (mesure-t-on assez ce que cela signifie réaliser un film dont on sait qu'il sera peu vu ?...). Des débats se tenaient après chaque projection (souvent difficilement).

L'information a mal circulé autour de ce projet. Moitié *culpa* des organisateurs, moitié *culpa* de la presse elle-même (Selon A. Bennour « il y a eu un réel boycott de la part de *Libération*. Il paraît que l'immigration, ça ne se vend plus). De longs métrages connus (*Black mic mac*, *Miss Mona*, *Tête de turc*), moins connus (*A contre-jour*, *Mirianna* - délicieux ! -) ou jamais vus.

La semaine s'est ouverte avec *Un coupable*, de Roger Hanin, en première projection publique. Roger Hanin est indéniablement un personnage sincère

et de bonne foi que le racisme scandalise et qui tente de le dire au travers de ses films. Malheureusement, cela ne fait pas nécessairement de lui un bon cinéaste. L'intrigue autour d'Ali François Caillou, arrêté lors d'une manifestation et injustement accusé d'avoir agressé un CRS sert davantage à Hanin de discours sur la justice qu'à un discours sur le racisme en tant que tel. Rien de nouveau dans ce scénario qui rappelle les vieux Cayatte ou Boisset à l'époque des justiciers cinématographiques. Ça sonne trop souvent faux dans les dialogues comme dans les situations elles-mêmes (la manif, la prison...).

Le dernier film de Merzag Allouache, en revanche, est sacrément innovateur dans sa forme comme dans son propos. Avec comme personnage *Marie d'Alger et Ali de Clichy*, on s'attendait à tous les lieux communs : le conflit des cultures, la dure réalité de deux basanés à Paris, etc. Non. Deux amoureux, avant tout. Flash, passion et bohème à deux. Leurs origines respectives n'interviennent qu'en filigranes. C'est entre les scènes d'amour que se tient la nouveauté du discours. Elle veut devenir mannequin, lui cosmonaute. Et vlan pour l'image des Arabes immigrés...

Tête de cochon

Des scènes provos à tous niveaux ; Allouache n'épargne personne : la scène des immigrés de retour du boulot dans le métro et plongés dans la lecture d'un roman qui n'est autre que *L'amant*, de Duras, ou celle du protagoniste ramenant à sa dulcinée une tête de cochon en cadeau hérisseront les cheveux des deux côtés de la frontière. C'est précisément parce que tout cela est encore trop fictionnel que le message passe. Il n'y a nulle intention de discours. Il y a seulement regard nouveau d'une réalité qu'il fait bon de regarder au futur.

Ouf ! Du cinéma d'immigration beau, gratifiant, poétique. Mais attention, pas naïf, pas naïf du tout... □



Merzag Allouache

De Roger Hanin à Merzag Allouache, en passant par le cinéma arabe, italien, allemand...

AGENDA

Janvier

5 Jusqu'au 23, Frederico Garcia Lorca au Théâtre de la Ville. Jacques Nichet met en scène **La Savetière prodigieuse** avec le centre dramatique national Languedoc-Roussillon. Rens. : 42.74.22.77.

7 Jusqu'au 7 février, **Le Changeon**, de Thomas Middleton et William Rowley, traduit et mis en scène par Stuart Seide. Une pièce du XVII^e siècle sur le thème de la double nature, de la dualité et de la métamorphose. Au théâtre de Genevilliers. Rens. : 47.93.26.30.

12 Jusqu'au 30 janvier, la compagnie Macqueron-Djaoui présente **Le Jour de la limace**, de Richard Crane à l'Espace acteur, 14 bis rue Sainte Isaure à Paris. L'histoire d'un homme moyen et content. Rens. : 42.62.35.00.

13 Pour un mois, **L'Amante anglaise** de Marguerite Duras. Basée sur un fait divers, un Duras différent mis en scène par Charles Tordjmann et le Théâtre populaire de Lorraine. Au Théâtre 71 de Malakoff. Rens. : 46.55.43.45.

15 Archie Shepp en quintet au New Morning. A voir et à entendre sans s'en lasser. New Morning. Rens. : 42.46.30.70.

15 Troisième festival de musique contemporaine à Fontenay-sous-Bois, **Futurs Musique**. Au programme, Transes européennes dirigées par le percussionniste Pablo Cueco, puis Tristan Clais et l'Orchestre symphonique du Rhin-Mulhouse. Jusqu'au 28 février. Rens. : 48.75.44.88.

16 20 h 30 au Théâtre municipal de Boulogne-sur-Mer, l'Orchestre régional de Picardie joue Strauss et Tchaïkovski sous la direction du chef Magloire.

22 Première du **Roi Lear** de Shakespeare à la maison de la culture de Bourges, une coproduction de l'Autre théâtre et du Théâtre du Lierre. Mise en scène de Jean Gillibert. Rens. : 48.20.13.84. A partir du 2 février, Gérard Desarthe jouera, toujours à Bourges, **Jean-Jacques Rousseau**, dans une mise en scène de Jean Jourdeuil.

FORMATION La Maison de l'étranger, 16, rue Antoine Zattara, à Marseille, organise des sessions de formation sur **le droit de l'immigration et les pratiques administratives**.

Elles durent quatre jours à chaque fois et traitent de toute la législation sur l'entrée en France, le travail, le regroupement familial, la naturalisation, le droit d'asile, les expulsions... Les sessions sont destinées à tous ceux qui travaillent dans les administrations, associations, collectivités locales, services sociaux et juridiques... La première session a lieu le 21 janvier. Rens. : 91.95.90.15.

B L O C - N O T E S

YVES THORAVAL

ATTILAH FAKIR. L'Événement du jeudi a accordé son premier prix littéraire à *Attilan Fakir* (ed. Souffles) de Ahmed Zitouni qui n'est pas du tout un inconnu, auteur, entre autres, d'un *Aimez-vous Brahim* (Belfond 1986) qui avait fait grand bruit lors de sa parution. Le sous-titre d'*Attilan...*, *Les derniers jours d'un apostropheur* (il s'agit du camarade Pivot) donne le ton féroce et guilleret d'un auteur, pas vraiment français de souche comme on dit, pendant les trois jours précédant une célèbre émission littéraire où il doit passer : une corrida médiatique d'une verve époustouflante, dans un périphe kitsch, du 74^e crachat sur la vitrine d'un coiffeur raciste à la raffle massive de sucres dans un café inhospitalier...

ARMÉNIENS. 1000 illustrations, 624 pages, pas une de moins, planches couleurs rehaussées d'or, Patrick Donabédian et J.-M.

Thierry n'y sont pas allés de main morte pour restituer un énorme et somptueux pavé éditorial d'une érudition sans faille, *Les Arts arméniens*, sur quinze siècles, des origines, lorsque l'Arménie est devenu le premier Etat à adopter le christianisme jusqu'à nos jours, et cela à travers tous les territoires historiques arméniens : Cilicie (en Turquie), Arménie soviétique, Diaspora. C'est Mazenod, l'éditeur de plusieurs sommes sur les grandes civilisations qui l'a édité (je vous le dis tout de suite, j'ai consulté l'ouvrage en bibliothèque, car il est cher).

CAUCASE STORY. Si vous n'allez pas au

Caucase dans les mois qui viennent, ce qui est probable, il faut courir à la Maison des Cultures du Monde car la Géorgie, l'Arménie, le Turkménistan et le Daghestan viennent à elle, pendant tout le mois de janvier, avec leurs « musiciens rares », les Bakhshis du désert de Karakorum, les danseurs de Erevan, de Tiflis (Tbilissi) et les Turcs du Daghestan.

TEHERAN. Il y a tellement peu d'informations, ces dernières années, autres que politico-faits divers sur l'Iran d'aujourd'hui qu'il faut saluer le dernier volume villes d'**Autrement**, très joliment agrémenté de photos noir et blanc : *Téhéran : au-dessous du volcan*.

Avec sympathie, non pas pour Khomeiny, mais pour les Iraniens, les 10 millions de Téhéranis en particulier. En deux cents pages, des Français et des Iraniens, spécialistes ou pas, la plupart vivant là-bas, nous disent tout du vécu de tout un chacun, mais aussi de créateurs, sous la férule inquisitoriale de la révolution islamique, qui tente de s'insinuer jusque dans la chambre à coucher des citoyens. Avec humour, souvent désespoir, comment tenter de vivre normalement ?

ACCT. L'Agence de coopération culturelle et technique, la grande agence des pays francophones du



L'art arménien : une très grande richesse

monde entier, vient de décerner des prix de son concours littéraire, ouvert à tous, pourvu que l'œuvre soit en français, comme nous le disions ici l'an dernier.

Pour 1987, c'est un jeune Tunisien, Hafedh Djedidi, qui a vu son roman *Le Cimenterie ou le Souffle du*

Vénéral couronné, cependant que le Prix de Poésie allait au Marocain Khereddine Mourad pour le *Chant d'Adapa*. En plus d'un chèque de 15 000 F, les lauréats verront leur œuvre éditée dans deux jolis livres de poche avec la coopération des éditions Hatier, en une collection qui est certainement devenue la meilleure et la plus novatrice des littératures francophones du monde entier.

FRED KUPFERMAN. C'est lui, journaliste et universitaire, spécialiste de la France de Vichy, qui a obtenu le Grand Prix de l'Histoire (Moët-Hennessy) 1987 pour son *Laval 1883-1945* (ed. Balland). Le couronnement d'un anti-best-seller de gare !

NOUVELLE. Le cinéophile se souvient peut-être du beau film de l'Égyptien Henry Barakat, *Le Peché (Al-Haram)*, (1965), interprété par la superbe Faten Hamama, tiré d'une longue nouvelle bouleversante de Youssef Idris. C'est sous le titre *Le Tabou* qu'elle vient d'être traduite en français, la première œuvre d'Idris accessible dans notre langue, de ce « père de la nouvelle égyptienne », comme on l'appelle sur les bords du Nil, lui qui en a écrit plus de cent, en dehors de pièces de théâtre souvent osées et de chroniques régulières très suivies dans le prestigieux *Al-Ahram*. Dans *Le Tabou* (1958) l'auteur dresse un vigoureux réquisitoire, parcouru d'éclairs de révolte, contre la condition inhumaine faite aux ouvriers agricoles saisonniers par les pachas et autres latifundiaires du temps de Farouk, un scandale dénoncé par Nasser lui-même (mais les choses ont-elles radicalement changé depuis ?).

Son long récit est celui de la faute d'une femme, en fait violée par un paysan, d'une de ces saisonnières misérables, de ces sans-terre, dont il sait décrire avec tendresse, l'humour, la fraternité, l'entraide, la détresse, un hymne à toute la paysannerie égyptienne qu'il a connue, lui fils du Delta, né en 1927, à la fois comme médecin et comme ancien militant marxiste souvent pourchassé par la police !

Issu de la génération suivant celle de Naguib Mahfouz, plus connu comme romancier-fleuve du petit peuple cairote, Idris est certainement l'écrivain égyptien actuel le plus susceptible, par sa concision, ses qualités d'introspection capables de traquer l'angoisse au fond de chacun, son exploration, souvent jugée osée en Orient, de la sexualité de ses personnages, de toucher le lecteur occidental. Ce que démontre, si besoin était, la (fort bonne) traduction quasi

simultanée à la précédente d'un recueil de quatre de ses nouvelles, s'échelonnant entre 1954 et 1969, sous le titre collectif, *La Sirène*. Fruit d'un travail d'écriture très soigné, ces nouvelles scrutent, avec une certaine cruauté mais également avec une connivence pleine d'humour, la montée de sentiments paroxystiques que normalement la vie sociale réfrène, sentiments enfouis au fond de soi et dont il faut, d'une manière ou d'une autre, qu'ils éclatent, tant ils sont impossibles à réprimer sans devenir fou.

Ainsi de cette jolie paysanne venue au Caire avec son mari concierge d'immeuble, qui d'abord éblouie par la grande ville dont elle a toujours rêvée, découvre qu'elle renferme aussi des loupes. Violée par un « Monsieur » (encore la violence faite aux femmes), elle disparaîtra définitivement dans la foule pour oublier sa honte, mais peut-être également pour succomber à la trouble attirance sensuelle de la ville par excellence. Ailleurs, un juge bourgeois célibataire protégé des duretés de la vie prend une servante dont il fait sa maîtresse : mais tout bascule lorsqu'elle lui vole sa montre, irruption intolérable et obscène de la violence prolétarienne venue de quartiers dont il ignore même le nom... Ou bien ce récit court et haletant du narrateur parlant comme un amoureux à son père mort, assis à côté de lui en voiture, le long d'une route, avec soulagement, *horrendo referens*, dans une société patriarcale ! A lire, ces nouvelles-coup de poing ! □

A VOS PINCEAUX. Un Grand prix public, ouvert à tous, sans distinction de nationalité pourvu que le postulant crée en France et soit âgé de moins de 33 ans, le Prix du Portrait P.-L. Weiller a lieu chaque année (clôture des inscriptions par écrit le 12 février à l'Institut de France). Plusieurs lecteurs de *Différences* ont déjà remporté les 50 000 F offerts et ont vu leurs œuvres exposées. Alors, pourquoi pas vous ?

Maison des cultures du Monde : 101, bd Raspail, 75006 Paris. Infos : 45.44.72.30.

Institut de France : 23, quai Conti, Paris 75006.

ACCI. Informations : 13, quai André-Citroën, Paris 75015. Tél. : 45.75.62.41.

Le Tabou, de Youssef Idris, traduit de l'arabe par F.-M. Douvier, éd. J.-C. Lattès.

La Sirène, et autres nouvelles, traduites de l'arabe par L. Barbulesco et P. Cardinal, éd. Sindbad.

23 Danse au théâtre Paul-Eluard de Choisy-le-Roi. Deux troupes : Black-blanc-beur et Actuel force. Spectacle à 20 h 30. Rens. : 48.90.89.79.

25 Pour cinq jours, le collectif Tiers Monde de Faches-Thumesnil, dans le Nord, nous offre ses Rencontres 88 autour d'expos, concerts et autres projections de films sur les problèmes économiques, sociaux et culturels de différents pays. Le tout aura lieu au centre culturel des Cinq Bonniers. Rens. : 20.95.46.52.

27 Chanson au Cithéa : Marie-Josée Vilar accompagnée par les musiciens de Jacques Higelin. Cithéa, tél. : 43.57.35.13.

29 Le Théâtre du Lierre nous offre l'**Opéra Nomade** à la Maison de l'étranger de Marseille. Et c'est un très beau cadeau de gestes et de voix, qui a d'ailleurs fait l'unanimité de la critique. Rens. : 91.95.90.15.

29 Pierre Vassiliu a pris de la musique d'ailleurs plein les oreilles, il est tombé dedans et il aime ça. A 21 h, au théâtre Rutebeuf de Clichy, il fait partager ses émotions. Elles sont fortes. Rens. : 47.39.28.58.

31 A la Halle aux grains de Blois, Amédée Bricolo défie la mort. A sa manière, celle d'un clown tendre et poète. Rens. : 54.74.20.82.

Février

8 et jusqu'au 12, la chanson aime les enfants. Un festival de la chanson pour enfants, ça n'est pas forcément bêtifiant. Cinq jours, cinq spectacles différents au Théâtre des Sources, à Fontenay-aux-Roses. Rens. : 46.60.25.72.

9 Le Capitaine Fracasse de Marcel Maréchal poursuit sa route et ses aventures... fracassantes. Sur la scène du théâtre municipal de Sète, ce sera pour un coup unique.

13 Karim Kacel en concert, c'est toujours bon à prendre ! Le prochain rendez-vous est au théâtre Paul-Eluard de Choisy, à 20 h 30. Rens. : 48.90.89.79. □

IMPRIMERIE WEIL

117, rue des Pyrénées
75020 PARIS

Espagnoles françaises

PARCOURS DE FEMMES



L'émigration espagnole fait rarement la une des journaux. Discrète, nombreuse, ancienne, elle a longtemps vécu dans les soutes de la société française. Aujourd'hui, à travers ces paroles de femmes, c'est de son parcours et de son évolution qu'il est question.

Entre Martha B., Barcelonaise de 25 ans, venue mener à Paris une carrière de styliste internationale, et Luisa S., Andalouse, émigrée des années 60 et bonne à tout faire devant l'éternel, peu de similitudes, bien sûr, autorisent au portrait type. Attirées *tras los montes* par la tête ou par l'estomac, c'est-à-dire victimes du franquisme ou de la stabilisation économique, les Espagnoles françaises (150 000 environ, à peu près autant – ce qui est remarquable – que les hommes de la commu-

nauté) ont pourtant vu leur arrivée en France niveler leur itinéraire et orienter leur destin, trop souvent vers le service domestique qui n'est pas une profession. Francisca, Françoise Merchant, tient à parler français avec moi puisque nous sommes françaises – et dans la foulée éclaircit un point de détail : « *Voilà 38 ans que je vis en France et on me demande encore : quand rentrez-vous dans votre pays ?... La communauté espagnole compte jusqu'à quatre générations. Nous sommes d'ici, et laisser penser à mes petits enfants qu'ils sont différents, c'est comme leur parler de souris à cornes !* »

Beaucoup de femmes espagnoles sont comme elles, arrivées en France dans les années 40-50, persécutées pour leur résistance au franquisme. « *A la faveur de la guerre, les Espagnoles s'étaient ouvertes à la vie économique et sociale... Mais fuyant un pays où il était impossible de respirer, elles perdaient de fait les avantages acquis. L'arrivée en France les a à peu près généralement orientées vers les emplois domestiques, capables de fournir rapidement une situation en règle.* » Conjoncturel à l'origine, le phénomène est devenu tradition lorsque les institutions d'accueil, comme la très célèbre Congrégation de la rue de la

Pompe, se sont mises en tête de systématiquement placer les nouvelles venues (ainsi le 16^e est-il devenu « quartier espagnol »).

On a même édité, il y a 20 ans, un dictionnaire bilingue à l'usage spécifique des maîtresses de maison employant des domestiques hispanisants !

Francisca Merchant qui, dans les associations (elles sont plus de 400 en France pour la défense des intérêts de la communauté), s'est bougée pour que les choses changent, rappelle les conditions ultra précaires de l'emploi : « *On pouvait voir travailler une femme de ménage plus de 18 heures d'affilée... Des filles toutes jeunes que leurs patrons s'approprièrent littéralement. Elles logeaient dans l'appartement de famille, devaient se lever en pleine nuit pour cuisiner, ou se soumettre au droit de cuissage. Rarement déclarées, elles se retrouvent à l'heure de la vérité avec des retraites hors normes.* »

Beaucoup dont le revenu est considéré insuffisant reçoivent un soutien de l'Etat français, mais qui ne les suit pas en Espagne, si elles songent à y retourner.

Concours de paëlla : ça fait partie de la culture

Organisées, au sein des associations, les femmes espagnoles défendent l'une des revendications majeures de la communauté (mais qui les regarde au premier chef, puisqu'à elles sont dévolues toutes les relations extérieures : impôts, enfants, papiers...) : le maintien d'une culture espagnole en France, afin que ne s'aggrave pas le décalage déjà creusé avec l'Espagne. A intervalles, elles organisent des manifs bon-enfant, des expositions-concours de travaux manuels, qui récompensent le canevas le plus réaliste, les plus belles dentelles suramidonnées.

« *Renvoyer les femmes aux ouvrages manuels, c'est un peu vieux jeu, non ?... L'artisanat, le folklore, c'est aussi la culture.* » Francisca rappelle ce concours de paëlla organisé chaque année en juin et note que la tortilla, autrefois plat péjoratif, est aujourd'hui du dernier chic dans les cocktails mondains de l'Ambassade d'Espagne.

En 1985, le très important Instituto de la Mujer, lié au destin de l'Espagne socialiste, organise à Madrid un séminaire sur la santé mentale de la femme espagnole. Spontanément oubliées, les associations de la communauté en France font un coup de force et mandatent le Dr Françoise M.-L., elle-

même fille d'exilés, pour représenter « *cette région de l'Espagne qu'est l'émigration* ». La *querida doctora*, qui s'occupe corps et âme de la communauté (avec adulation en retour), a longtemps exercé au dispensaire Cervantés, autrefois lieu de rencontre affectif et thérapeutique, aujourd'hui fermé pour cause d'abandon par les institutions françaises et espagnoles qui, seules, pouvaient raisonnablement assurer sa survie.

Elle rappelle que les femmes migrantes, parce qu'elles travaillent en majorité, souffrent moins de l'enfermement qu'entretiennent en Espagne des structures familiales et sociales encore rigides. « *Mais l'isolement social et une mauvaise connaissance de la langue les amènent au repli sur soi qui, la plupart du temps, est pathogène. Avec toutes les contradictions que le déracinement suscite... Des états dépressifs se manifestent par des fatigues intenses, des douleurs dans le dos, dans le cou... Sans autre signe de dépression proprement dite.* Il est difficile de faire comprendre à une femme qui souffre de douleurs localisées qu'il faut en chercher la raison ailleurs : *Mais vous ne comprenez pas, me disent-elles, c'est au dos que j'ai mal ?* »

Un nombre impressionnant des Espagnoles françaises vivent seules, non mariées en tout cas. On en trouverait probablement la raison dans l'exil, fortement briseur de couples, ou dans une série de rencontres malchanceuses avec des hommes souvent plus intéressés par la régularité de leurs revenus que par leur charme typique. Abandonnées, trompées, déçues (leit-motiv latin), elles ont laissé à leurs états d'âme et décidé qu'il était mieux de continuer seules.

« *Les mauvaises expériences avec les hommes ont fait notre formation* », se plaît à dire Francisca Merchant, dans un système qui admet le divorce et non, comme en Espagne, le droit tacite des hommes à l'adultère. Bien que divorcée, j'ai dû longtemps prétendre, en rentrant à Madrid, que j'étais encore mariée. »

La tentation d'établir un parallèle entre les deux pays revient souvent et visiblement sans crainte des paradoxes. « *Les femmes émigrées ont acquis par leur indépendance économique plus de maturité. Elles ont appris une autre langue, se sont ouvertes à d'autres cultures... Mais on peut aussi dire que les Espagnoles restées en Espagne ont accompagné l'évolution du pays, dont on sait l'importance depuis 1975. Elles oseront se mettre en bikini, alors que les 'Françaises' ne le feront pas.* » (Ah ce symbolisme du bikini !)

« *Changé ?... Oui, sans doute... En tout cas plus que les hommes qui vivent totalement entre eux*, assure Rosa Ruiz (20 ans), en porte-parole de la deuxième génération. *Elles parlent plus facilement ensemble, ont noué des liens avec leurs patronnes, ont appris du mode de vie et des idées des enfants... Mais beaucoup sont encore cristallisées autour des années 60, en Espagne : look, état d'esprit, relations dans la famille... Comme si leur imaginaire s'était fixé à ce moment-là !* »

Rosa est arrivée en France toute petite, avec des parents d'origine andalouse, ayant déjà fait le pas d'une première émigration vers les mines asturiennes. L'été 1986, elle loupe l'oral du bac (« *C'est pas facile de s'appeler Ruiz !* ») et décide de

rentrer à Gijon, où se trouve le reste de la famille et un fiancé. Mais, là-bas, les choses tournent court. « *Ma famille n'admet pas que j'ai pu laisser mes parents seuls à Paris pour rejoindre un homme que je n'épouse pas ! La difficile recherche d'un job ne simplifie pas sa nouvelle vie. Je demande 60 000 pesetas par mois (un peu plus de 3 000 F) pour un emploi de bureau et on m'en propose 40 000. Il faut déjà 20 000 pesetas minimum pour trouver un logement correct ! Je suis probablement surqualifiée, mais il n'y a aucune raison pour que j'accepte un job sous-payé.* »

Ses allures de punkette, mini-jupe et cheveux sauvages (qu'elle avoue avoir eu teints en vert) lui ont fait découvrir un racisme à rebours. « *On ne peut toujours pas vivre dans une ville de province espagnole sans se préoccuper de l'avis des gens. Gijon, c'est un village ! Et ce sont les filles qui m'agressent le plus.* »

Les 4 ou 5 skins de Gijon – *tu quoque* – n'hésitent pas à la battre froid, et sur le mur du bar que tient son copain (*El esquace*, lieu de la movida asturienne où une voiture de casse fait la déco), elle découvre un jour l'inscription : « *Sale Française, rentre dans ton pays.* »

Dans un autre style, et dans un mouvement de jeunesse, Marie-José Ramirez travaille à faire disparaître les ghettos que constituent les communautés espagnoles en Europe. Elles reconnaît que des pratiques sexistes naissent du faible niveau d'intégration dans un pays. « *En Allemagne, par exemple, où s'intégrer est difficile, la communauté tend à fonctionner sur elle-même. Les parents sont plus protectionnistes, plus durs pour les filles et les incitent fortement à se marier à l'intérieur des associa-*

tions espagnoles. En France, en Suisse, la situation est différente. Les filles sont plus émancipées du cercle communautaire. »

Insidieusement interrogée sur les rapports amoureux entre Espagnols et Français, elle répond, timidement, mais répond qu'il est difficile d'entretenir des rapports simples avec un homme français. « *En Espagne, on sort beaucoup plus en bandes, en copains, et moins systématiquement en couples, comme ici. Une autre chose aussi : un Espagnol, lorsqu'il sent qu'une fille est perdue, insiste, bien sûr, mais accepte plutôt bien le refus. Ici, il en fait tout un drame !* » (Tiens ?)

Au centre Ibéria Cultura de la rue Saint-Jacques, les deux « Pilar » appartiennent à la première génération de l'exil. *A mi, no me ha trahido aqui el estomago, He venido la cabeza la primera !* » Affirmation de dignité à la limite du sectarisme, mais en l'absence d'autre forme de reconnaissance sociale...

Pilar M. est entrée clandestinement en France dans les années 50. Plusieurs fois incarcérée pour sa participation aux premières grèves contre la dictature, elle garde de son séjour de deux ans à la prison de femmes de Ventas le souvenir de l'extrême isolement des prisonnières, « *des montagnardes, en*



Rosa Ruiz : andalouse et punkette

(suite p. 34)

1992 : l'immigration à deux vitesses ?

1992 sera une étape décisive pour l'Europe, cela est dit et répété. Des bouleversements se profilent, l'immigration n'y échappera pas. Récemment se tenait à Strasbourg un colloque du Conseil de l'Europe : « Osons vivre ensemble ». René Mazenod y représentait le MRAP. Nous publions des extraits de son intervention qui nous semble être une base de départ pour la réflexion.

« Si nous nous félicitons que des immigrés, qui ont contribué à l'essor économique de certains pays européens, deviennent des Européens à part entière — je pense notamment aux Espagnols, Portugais, Italiens — nous sommes inquiets de la mise en place par bon nombre de pays de la CEE actuelle de législations, de réglementations ou dispositions qui sont, pour nous, le signe d'une stratégie d'élimination sélective. On a, en effet, l'impression de se trouver en face d'une nouvelle forme institutionnelle d'exclusion et de racisme à l'égard de tout ce qui n'est pas migrant européen, avec comme toile de fond, l'Acte unique européen de 1992. Nous sommes d'autant plus inquiets que ces textes semblent donner raison aux voix haïneuses qui clament qu'il y a des étrangers assimilables et d'autres non assimilables à cause de leur culture et de leur religion... »

EGALITE

...Sur l'immigration, les législations des pays européens sont très disparates. Il nous semble qu'il conviendrait que le Conseil de l'Europe demande à tous les Etats membres concernés l'harmonisation positive de ces législations pour l'égalité des droits et des chances pour tous ceux qui résident en Europe et pas seulement pour ceux qui sont (ou vont devenir) européens. A notre sens, il conviendrait de recommander aux Etats membres concernés de créer pour tous les immigrés, quelle que soit leur origine ethnique, les conditions réelles d'insertion sociale et politique pour que l'égalité des droits soit effective sur tous les plans, de façon concrète : droit de vivre en famille, scolarité et formation, emploi, logement, santé, droits sociaux (notamment l'égalité des prestations sociales et familiales), droits syndicaux, droits d'association, droits politiques (être électeur et éligible à tous les niveaux). La meilleure façon serait de s'appuyer sur une convention européenne de l'égalité des droits de tous, européens et étrangers non européens.

De plus en plus, on parle d'identité et on parle aussi de droit de vote des immigrés pour lequel un certain nombre de pays européens ont déjà pris des dispositions.

UNE NOUVELLE CITOYENNETE

Les immigrés, de quelque origine ethnique qu'ils soient, font partie de la société où ils vivent parce qu'ils en assument pleinement les charges à égalité avec les Européens « d'origine » plus ancienne et qu'en conséquence ils ont le droit, comme toutes les personnes, de participer aux décisions qui les concernent là où ils vivent. Par simple justice, les étrangers dits « résidents » doivent pouvoir dans chaque Etat membre bénéficier des mêmes droits civiques et politiques que les nationaux, de la même citoyenneté qu'eux.

L'immigration est une injustice pour ceux qui s'y trouvent contraints et pour les pays qui voient partir leurs forces vives. Elle n'est pas le fruit du hasard, elle est le résultat d'un désordre économique international. L'Europe a un rôle important à jouer en accélérant la mise en place d'un nouvel ordre économique international. De ce fait, elle viserait la source même de l'immigration et attaquerait le mal à sa racine.

Dans un sens de partage et de partenariat, un document de base serait le bienvenu sur les rapports égaux de l'Europe et des pays du tiers monde en développement, notamment les pays non européens qui sont pourvoyeurs de main-d'œuvre immigrée... »

Au nom du MRAP, René Mazenod a fait alors trois propositions concrètes, « basées chacune sur la résidence et non la nationalité (toutes origines confondues, Européens et travailleurs immigrés non européens) :

- Une Convention européenne de l'égalité des droits
- Une charte européenne des droits civiques et politiques
- Une charte européenne de la solidarité avec le tiers monde. □

ACTIONS

■ **FORMATION :** Le MRAP Grenoble vient d'achever un stage de formation, en collaboration avec les MJC, les Francs et Franches camarades, Travail et culture et le SNES. Sur l'Apartheid, néonazisme, Moyen-Orient, Loi de 72. A Nantes, le comité local a mis sur pied des rencontres. Après les DOM-TOM en octobre, L'extrême droite en décembre, ce sera en février sur Nationalité et citoyenneté que les participants se retrouveront. Avenir aussi : USA, société plurielle ? (6 avril) et Le racisme ? Les racismes ? le 1^{er} juin.

■ **LE PEN dehors.** La venue du leader du FN à Roubaix a créé quelques vagues. Le MRAP a participé à toutes les actions contre le meeting de Jean-Marie Le Pen et la presse locale a largement rendu compte de son action. Réponse de Le Pen : des coups de poings contre de jeunes manifestants devant le palais de justice de la ville. Plus de 1 500 personnes ont participé le jour même du meeting d'extrême droite à une marche organisée par une quinzaine d'associations dont le MRAP et syndicats. Le Pen n'a eu que 600 spectateurs.

■ **LYON.** Le tribunal a décidé de dissoudre l'association Charles-Martel, présidée par un conseiller municipal de Vénissieux, ex-RPR passé au Front national : Maurice Jouannon. Rayonnant sur la banlieue lyonnaise, le groupe Charles-Martel dénonçait « l'invasion immigrée » et la délinquance (forcément « arabe »), proposant aussi l'expulsion de tous les chômeurs immigrés. Le MRAP avait porté plainte, le tribunal lui a

donné raison en dissolvant cette association raciste.

■ **ACTIFS.** Le MRAP-Marseille vit des jours d'intense activité : le Front national fait de gros scores dans cette ville et s'y pose en arbitre électoral dans chaque consultation. Un arbitrage que certains voudraient bien s'attacher, même au prix d'une dérive vers les thèses lepénienne ? Autant dire que le travail des antiracistes n'est pas forcément de tout repos. Lors du récent procès d'Aix où un CRS assassin d'un jeune immigré n'avait pris que du sursis, le MRAP local a ainsi pris l'initiative d'une manifestation de 2 500 personnes. Autre type d'action : un débat avec Anne Tristan, cette journaliste infiltrée plusieurs mois dans le FN de Marseille. Résultat : en un an, le MRAP-Marseille a doublé ses effectifs. Des renforts pour la lutte quoi.

■ **A CASTRES,** le MRAP fut à l'initiative d'une manifestation à la mémoire de Snoussi Bouchiba, un père de trois enfants assassiné fin novembre par deux parachutistes de la base militaire voisine. Deux mille personnes ont répondu à cet appel. Les deux militaires meurtriers ont été inculpés et le MRAP s'est porté partie civile dans cette affaire.

■ **A SAINT-ETIENNE,** le MRAP a présenté de nombreux films sur le nazisme (dont Welcome in Vienna) et a participé à la fête du livre avec Pierre Vidal-Naquet. Une pétition est actuellement lancée dans la région contre la candidature de Le Pen aux présidentielles. Elle a déjà recueilli plus de cent signatures d'élus ou de responsables syndicaux et politiques. Le comédien Jean Dasté s'est associé à cette action.

LE MRAP RASSEMBLE

La Seine-Saint-Denis est terre d'expérimentation pour les services de M. Pandraud dans la chasse aux immigrés déclenchée par la loi de 1986. Début décembre, la fédération du MRAP avait donc organisé la rencontre de quinze associations ou partis pour discuter d'actions communes contre les expulsions et les internements en centres de rétention. Ces quinze organisations (MRAP, LDH, Amnesty international, PCF, PSU, SOS-Racisme, LCR, FEN, CGT, SGEN, Amicale des Algériens en Europe...) ont dénoncé « la situation d'une extrême gravité sur le département en ce qui concerne les méthodes arbitraires par lesquelles on fabrique des désespérés, des clandestins, au lieu de former des citoyens. » Les signataires ont décidé d'élargir leur action, de développer l'information sur les expulsions et d'organiser très vite une importante manifestation publique. Au plan national, le MRAP a tenu une conférence de presse avec des jeunes en instance d'expulsion. □

Des fruits et légumes suspects

Le MRAP de Marseille vient d'envoyer une lettre à M. Monory, pour protester contre les discriminations dans l'accès aux stages et formations : « Le centre des fruits et légumes de la Chambre de commerce et d'industrie d'Avignon propose des stages de formation interdits aux étrangers non membres de la CEE. Cette condition leur étant imposée, nous ont-ils dit, par la direction départementale du Travail. Nous pensons que cette condition est en contradiction avec l'article 7 de la Loi du 1^{er}

juillet 1972 qui stipule : « Seront punis d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 2 000 F à 10 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement... Toute personne qui aura soumis une offre d'emploi à une condition fondée sur l'origine, le sexe, la situation de famille, l'appartenance ou la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée. » Nous souhaiterions vivement, avant de porter cette affaire devant les tribunaux avoir votre opinion sur cette question. » □

TURQUIE : « L'ENJEU »

Les VI^{es} Journées cinématographiques du Val-de-Marne contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples présentaient cette année une dizaine de films turcs du 24 novembre au 8 décembre. 12 villes — aux municipalités diverses — et 16 salles de cinéma ont accueilli ces films après lesquels a lieu chaque fois un débat. Une exposition de photos, un spectacle de marionnettes contant les aventures de N'Hodja, des rencontres musicales, des repas turcs, voilà de quoi intéresser, rassembler des habitants du Val-de-Marne, des militants, des amateurs de cinéma, des associations d'immigrés et des scolaires. Le tout sous l'égide du conseil général. Pas question pour les organisateurs (comités locaux du MRAP, directeurs de salle et de MJC, responsables culturels municipaux) de s'en tenir au folklore, à l'exotisme de carte postale. Mais montrer, à travers une dizaine de films et plus de

100 projections, la façon dont des réalisateurs turcs dont deux femmes rendent compte avec beaucoup d'humour et de tendresse souvent des difficultés quotidiennes de ce pays multiple. Ces journées — intitulées « L'œil vers... la Turquie » — avaient pour but de montrer comment fonctionne la société turque aux yeux de réalisateurs turcs ; tout en connaissant mieux le pays dont beaucoup d'immigrés sont originaires, le public est amené à réfléchir sur la façon dont fonctionne aussi la société française, les réponses qu'elle apporte aux problèmes quotidiens. Avec, bien sûr, le plaisir du spectateur devant un ton, des images, un rythme, des décors auxquels il est peu habitué dans la mesure où ces films sont peu distribués. Le racisme naît souvent de l'ignorance. □ Pour tous renseignements : MRAP 94, 36, rue Audigeois, 94400 Vitry-sur-Seine. G. Coulon

COMMUNIQUES

■ **CONTRE LES EXPULSIONS**
Le MRAP a fait parvenir à Charles Pasqua un télégramme exprimant sa « stupéfaction » devant l'expulsion de plusieurs dizaines de réfugiés basques. Le MRAP souhaite « l'abandon de cette procédure hâtive et sans contrôle » qui conduit à de véritables rafles.

■ **PALESTINE**
A l'occasion du 40^e anniversaire de la décision de l'ONU sur le partage de la Palestine, le MRAP a publié une déclaration dans laquelle il « il souhaite ardemment que des négociations puissent enfin s'instaurer entre les représentants des deux peuples et que se tienne rapidement une conférence internationale » sur la question du Proche-Orient.

■ **NOUMEA**
Après le verdict de Nouméa, où les meurtriers de 10 militants indépendantistes furent acquittés, le MRAP a dénoncé ce verdict reflétant « la situation coloniale qui persiste en Nouvelle-Calédonie caractérisée par la violence contre le peuple canaque qu'elle provienne de la force publique ou de mercenaires commandités par les privilégiés du système. » Le MRAP a participé quelques jours plus tard à la manifestation de solidarité convoquée par le FLNKS devant le ministère de la Justice et était représenté dans la délégation reçue par le directeur du cabinet ministériel.

■ **MILITAIRES**
La part prise par les militaires dans plusieurs incidents, agressions ou meurtres racistes ces derniers mois a conduit le MRAP à réagir publiquement. « Après Carcassonne, Chambéry, Sedan où il y a eu 2 morts et plusieurs blessés, c'est aujourd'hui Castres où des parachutistes ont tué dans la nuit du 16 au 17 novembre, Senoussi Bouchiba, jeune Algérien de 32 ans. Comme il l'a fait précédemment, le MRAP se constitue partie civile dans cette affaire et appelle à une manifestation massive à Castres. Il intervient par ailleurs auprès du ministre de la Défense pour que des mesures exemplaires soient prises pour châtier les auteurs de ces crimes et pour éviter que de tels actes qui posent le problème des rapports

de l'armée et de la société ne se renouvellent. »

■ **RAPPORT HANNOUN**
Consulté par Michel Hannoun pendant l'élaboration de son rapport sur le racisme en France, le MRAP ne pouvait qu'être attentif à la sortie des propositions du député de l'Isère. « Les 53 propositions formulées même si certaines semblent surtout de caractère symbolique, peuvent ouvrir la voie à une action plus efficace contre les préjugés et les comportements racistes ainsi qu'à une meilleure insertion sociale des immigrés et de leurs familles », a déclaré le MRAP qui demande donc « la mise en œuvre urgente de moyens importants, l'autre condition étant que chaque mesure envisagée soit réalisée en concertation avec les intéressés et les organisations qui ont vocation à défendre leurs droits et leurs aspirations. Enfin, sur le fond, le MRAP continuera de demander « le retrait définitif du projet de réforme du code de la nationalité, l'abrogation des dispositions répressives de la loi du 9 septembre 1986, la levée des obstacles au regroupement familial, la reconnaissance aux immigrés de tous leurs droits sociaux et leur participation aux élections, notamment à l'échelon local. L'extrême-droite qui attise ouvertement le racisme, doit non seulement être condamnée, mais privée de tout soutien politique, et ses mensonges sur l'immigration doivent être clairement démasqués. »

■ **BRAVO LES ANTILLAIS !** Le Pen et sa smala n'ont atterri ni en Martinique ni en Guadeloupe. La venue provocatrice du patron du Front n'est pas passée ! Dans un communiqué, le MRAP a manifesté sa solidarité avec les manifestants et remarquait que M. Le Pen récidive puisqu'il prétend qu'il s'agit de « racisme anti-français ». Pour lui, les habitants des DOM ne font pas partie de la communauté nationale... Certaines haines sont décidément incurables.

Femmes espagnoles

(suite de la p. 31)

particulier ! Elle donne des cours clandestins et assure du mieux qu'elle peut le soutien moral. »

Dès leur sortie de prison, les femmes se trouvaient confrontées à des problèmes quasi insolubles de recherche d'emploi. Le gouvernement tenait les employeurs obligés de s'informer sur nos antécédents. « Oui, on trouvait du travail, mais au cinquième jour on nous renvoyait sans nous payer, puisque cela était interdit... La police était constamment derrière moi pour mon aide aux prisonnières politiques, à leurs familles. Il me venait un dégoût terrible. Que me restait-il en Espagne ? La prostitution ou le vol. »

Arrivée en France, elle fait une croix sur son passé professionnel (agent de maîtrise dans les télécoms) et rentre au service d'une famille française. « Avec pour seule crainte la limite de mes forces physiques, après trois ans d'emprisonnement. »

Approximativement du même âge, Pilar C., militante antifasciste dans sa province d'origine, la Navarre, porta longtemps la tête haute — et rasée — avant son départ en exil (Barcelonne puis la France) avec le groupe constitué de ses parents et de gens du village. A l'arrivée en France, ne voulant pas trop s'éloigner des autres, elle échappe au travail agricole (littéralement, puisqu'elle fuit un propriétaire qui la retient par un faux contrat) pour entrer dans la domesticité.

Que me restait-il en Espagne ? La prostitution ou le vol

En 44, affectée au nettoyage d'une caserne occupée par les Allemands, elle s'ingénie à saper le moral des troupes : « Je disais aux jeunes soldats marqués par l'absence de leurs mères, de leurs femmes : Mais comment pouvez-vous vivre loin de votre famille ? Rentrez donc chez vous, vous serez tellement mieux ? »

Contre ses espérances, la fin de la guerre n'amène pas celle de Franco et Pilar entrée de bonne heure dans l'hôtellerie y restera jusqu'à la retraite... Toujours contestatrice du mauvais ordre, renvoyant les rogatons aux cuisines (« Dans les cuisines des hôtels, c'est là que l'on mange le plus mal ! »), défendant ses droits ou prenant fait et cause pour les nouvelles arrivées espagnoles, très ignorantes de la loi.

Aucune des deux Pilar n'est mariée, et ne souhaite parler de cela, n'y trouvant aucune raison objective. Elles donnent une part de leur temps à Ibéria Cultura et lorgnent parfois vers l'Espagne, se découvrant de vraies, bonnes ou fausses raisons de ne pas repartir. « Si je m'en vais, dit Pilar M., songeant à la revente de son petit logement pour un achat équivalent en Espagne, je n'aurai pas les moyens de vivre. Ma retraite est trop faible. La loi d'amnistie de 77 n'a pas voulu reconnaître les droits d'indemnisation pour les victimes de la dictature condamnées à l'exil. Et puis nous sommes ici, nous sommes d'ici... Pourquoi partir maintenant... » □

Françoise Dasques

Fédération des associations d'émigrés espagnols en France (FAEEF), 22 bis, rue Richer, 75 Paris. Tél. : 47.70.41.17.

Association des parents d'élèves espagnols en France (APF), 33, rue Linné, 75005 Paris.

ACTUALITE

DE L'EMIGRATION

HEBDOMADAIRE

Organe de l'Amicale des Algériens en Europe
3, rue Joseph-Sansbœuf, 75008 Paris

(1) 43.87.35.09

LES PIEDS SENSIBLES
c'est l'affaire de

SULLY

Confort, élégance, qualité,
des chaussures faites pour marcher

85 rue de Sèvres
5 rue du Louvre
53 bd de Strasbourg
81 rue St-Lazare

Du 34 au 43 féminin,
du 38 au 48 masculin, six largeurs

CATALOGUE GRATUIT
SULLY, 85 rue de Sèvres, Paris 6^e
5 % sur présentation de cette annonce



FRANCE SALES KNITWEAR SA

63, rue de Cléry
75002 Paris, France

Tél. : (1) 42.36.94.79

Galerie
Katia Granoff

92, rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris

PRÊT A PORTER FÉMININ

DEELIE

98, RUE D'ABOUKIR
75002 PARIS

TELEPHONE 4233.90.16

galerie denise rené

196 boulevard saint-germain

75007 paris tél. : 42 22 77 57

câble denisgal

MODE MASCULINE

On ne trouve pas de soldes
au Dépôt des Grandes Marques
Vente sans intermédiaires

Les griffes les plus prestigieuses des couturiers français
et italiens (dont on ne peut citer les noms) à moitié prix.

du 38 au 64
atelier de retouches
ouvert du lundi au samedi de 10 h à 19 h

D.G.M., 15, rue de la Banque (75002)
M° Bourse - 42.96.99.04

recommandé par Paris pas cher

ET CHAMBRES hygena

Centre Commercial PINCE-VENT
ORMESSON. TEL. 45.94.49.40

Ouvert tous les jours de 10 h à 19 h 30. Le dimanche de 14 h à 18 h
et le lundi de 14 h à 19 h 30.



MONDIAL TRAFIC T.S

Pour tous vos transports maritimes
(voitures, camions, effets personnels)
vers l'Afrique et les Antilles.

AGENCE MARITIME

61, rue Meslay
75003 Paris

48 04 86 60
42 71 82 12

TELEX : 212 172 - TELECOPIE : 48 04 75 11

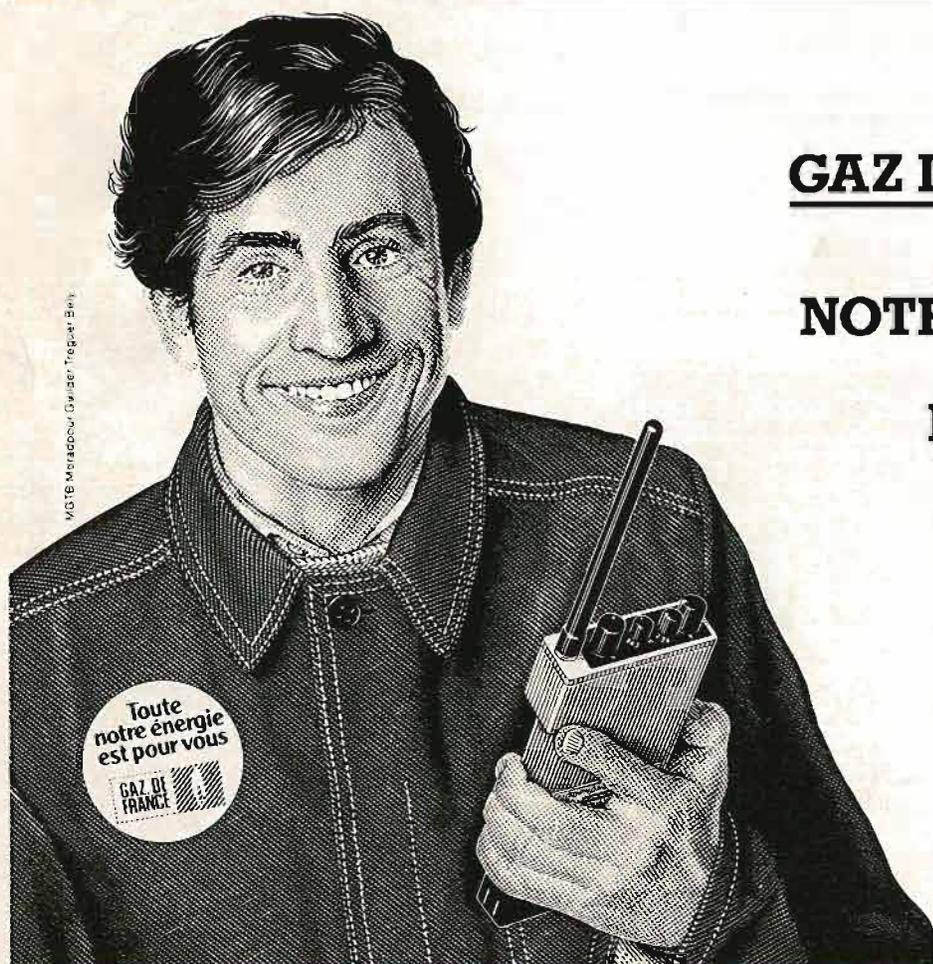
NE RESTEZ PAS SUR LA TOUCHE



LE MRAP SUR MINITEL:
36 15 TAPER MRAP

mouvement contre le racisme et
pour l'amitié entre les peuples
89 rue oberkampf 75011 paris (1) 48 06 88 00

dorothee bis



MOTB Miradour Gazi/Sec Tregat Bn

GAZ DE FRANCE.

**TOUTE
NOTRE ENERGIE
EST
POUR VOUS.**

